

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1608**8 novembre 2002****SOMMAIRE**

Apone S.A., Luxembourg	77180	IDC Idem-Dito, S.à r.l., Luxembourg	77172
Aprovia Group Holding, S.à r.l., Luxembourg	77175	Imeris Holding S.A., Luxembourg	77170
BNP Floor Fund, Sicav, Luxembourg	77152	Intesa Luxembourg Fund, Sicav, Luxembourg ..	77181
BNP Invest, Sicav, Luxembourg	77152	Lacuna Sicav, Luxemburg-Strassen	77181
BNP Portfolio, Sicav, Luxembourg	77152	M.D.S. Michaël Dory Station, S.à r.l., Luxem-	
BNP Protected, Sicav, Luxembourg	77152	bourg	77173
Boulangier Pensioen B.V., Luxembourg	77171	Mediatainment, S.à r.l., Luxembourg	77174
Boulangier Pensioen B.V., Luxembourg	77171	O.R. Info S.A., Luxembourg	77178
BSN Financing CO. S.A., Luxembourg	77184	Office Services S.A., Niederanven	77180
Business Image, S.à r.l., Luxembourg	77170	Partibel S.A.H., Luxembourg	77183
Car International Finance S.A.H., Luxembourg ..	77183	Parvest, Sicav, Luxembourg	77152
Centre Poids Lourds Luxembourgeois, S.à r.l.,		Phoneturbo Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg ..	77174
Alzingen	77177	PJL, S.à r.l., Luxembourg	77175
Confy Investments, S.à r.l., Luxembourg	77171	(Le) Point Film and TV Productions, S.à r.l., Luxem-	
Cosyhome, S.à r.l., Luxembourg	77171	bourg	77173
Crown Premium Private Equity Buyout, Sicav,		Retail Investors S.A., Luxembourg	77176
Luxembourg	77140	SEB Invest Select America	77177
Davis Funds Sicav, Luxembourg	77180	Sigma Tau Finance International S.A., Luxem-	
Dexia Equities L, Sicav, Luxembourg	77178	bourg	77148
Dexia Patrimonial, Sicav, Luxembourg	77178	Sigma Tau International S.A., Luxembourg	77168
Dexia Protected, Sicav, Luxembourg	77179	Socfin Industrial Development «Socfinde» S.A.H.,	
Du Loup S.A.	77174	Luxembourg	77173
Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie, S.à r.l., Luxem-		Sofil Holding S.A., Luxembourg	77174
bourg	77172	Terre d'Images, S.à r.l., Luxembourg	77175
Financière Ako S.A.H., Luxembourg	77172	Thira S.A.H., Luxembourg	77183
FondsSelector SMR Sicav, Luxemburg-Strassen ..	77184	tecis Dynamic Fund	77139
Franklin Templeton Investment Funds, Sicav,		tecis Global Fund	77139
Luxembourg	77177	United Fund Management S.A., Luxembourg	77138
Giori S.A., Luxembourg	77176	United Fund Management S.A., Luxembourg	77139
Gorges du Loup S.A.	77167	Varius, Sicav, Luxembourg	77179
HSBC Global Investment Funds, Sicav, Luxem-		Vasi S.A., Luxembourg	77179
bourg	77180	Vericon Holding S.A., Luxembourg	77183
HVB Alternative Management Lux. S.A., Luxem-		VL-Concept, S.à r.l., Luxembourg	77176
bourg	77150	Wattwiler Anlagengesellschaft S.A., Luxembourg	77175
HVB Alternative Management Lux. S.A., Luxem-		Willburn Consulting, S.à r.l., Luxembourg	77176
bourg	77151		

**UNITED FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme,
(anc. UEB FUND MANAGEMENT S.A.).**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 67.575.

L'an deux mille deux, le dix-sept septembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme UEB FUND MANAGEMENT S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 67.575, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 18 décembre 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 53 du 29 janvier 1999.

L'Assemblée est ouverte à douze heures sous la présidence de Madame Tanja Ostendorf, employée privée, demeurant à Bereldange,

qui désigne comme secrétaire Madame Aline Biej, employée privée, demeurant à Thionville.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Cécile Bruyant, employée privée, demeurant à Metz.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que toutes les actions étant nominatives, les actionnaires ont été convoqués par des lettres recommandées datées du 5 septembre 2002.

II.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Changement du nom de la Société en UNITED FUND MANAGEMENT S.A. et modification de l'article 1^{er} des statuts de la Société (les «Statuts») afin d'y refléter le changement précité.

2. Modification de l'article 4 afin de donner la possibilité à la Société de créer, administrer et gérer des organismes de placement collectif luxembourgeois ou étrangers.

3. Conversion du capital de la Société en francs suisses et par conséquent modification de l'article 5 et 18.

4. Divers.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination de la société en UNITED FUND MANAGEMENT S.A.

En conséquence, l'article 1^{er} des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er} Dénomination.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de UNITED FUND MANAGEMENT S.A.»

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'objet social de la société afin de lui donner la possibilité de créer, administrer et gérer des organismes de placement collectif luxembourgeois ou étrangers.

En conséquence, l'article 4 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. Objet.** La Société a pour objet la création, l'administration et la gestion d'organismes de placement collectif luxembourgeois ou étrangers («OPC») et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des actions ou parts de ces OPC. La Société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la direction et la promotion des OPC. Elle pourra, pour compte des OPC sous gestion, donner tout avis et recommandation quant aux investissements à effectuer pour compte des OPC sous gestion, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières et tous autres avoirs, procéder à toutes inscriptions et tous transferts en son nom et au nom de tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères et exercer pour compte des fonds communs de placement sous gestion et des propriétaires de parts de ces fonds tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs des fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative.

La Société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de convertir le capital social en francs suisses au cours de ce jour de 1,- EUR=0,67957865 CHF et de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions.

Le capital est ainsi fixé à cent quatre-vingt-deux mille trois cent quatre-vingt-sept virgule soixante-six francs suisses (CHF 182.387,66) représenté par cinq mille (5.000) actions sans désignation de valeur nominale.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 5 et le troisième alinéa de l'article 18 sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. Capital Social (premier alinéa):** Le capital de la Société est fixé à cent quatre-vingt-deux mille trois cent quatre-vingt-sept virgule soixante-six francs suisses (CHF 182.387,66) représenté par cinq mille (5.000) actions nominatives sans désignation de valeur nominale.»

«**Art. 18. Réserve légale - Distributions (troisième alinéa):** Les dividendes annoncés seront effectués en francs suisses ou en toute autre devise choisie par le conseil d'administration de la Société et pourront être payés aux temps et lieux choisis par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est autorisé à distribuer des dividendes intermédiaires aux conditions prévues par la loi luxembourgeoise.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au siège social, 23, avenue de la Porte-neuve, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: T. Ostendorf, C. Bruyant, A. Biej et F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2002, vol. 14cs, fol. 51, case 9. – Reçu 12 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 octobre 2002.

F. Baden.

(76249/200/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2002.

UNITED FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 67.575.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2002.

F. Baden.

(76250/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2002.

TECIS DYNAMIC FUND, Fonds Commun de Placement. TECIS GLOBAL FUND, Fonds Commun de Placement.

Mit Wirkung vom 8. November 2002 wird Artikel 14 des Verwaltungsreglements Allgemeiner Teil um Punkt 5. erweitert:

Auflösung und Fusion des Fonds

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...

5. Der Fonds kann durch Beschluß des Verwaltungsrates in einen anderen Fonds eingebracht werden (Fusion). Dieser Beschluß wird entsprechend den Bestimmungen des vorstehenden Absatzes 2 veröffentlicht. Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds. Abweichend zu der Fondsauflösung (Abs. 3) erhalten die Anleger des Fonds Anteile des aufnehmenden Fonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und ggf. einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Fusion wird vom Wirtschaftsprüfer des Fonds kontrolliert.

Luxemburg, den 4. Oktober 2002.

DWS INVESTMENT S.A.

Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.

Depotbank

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2002, vol. 575, fol. 99, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(79331/000/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2002.

CROWN PREMIUM PRIVATE EQUITY BUYOUT, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-2449 Luxemburg, 14, boulevard Royal.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendzwei, den siebzehnten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Frank Baden, mit Amtwohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) LGT CAPITAL PARTNERS ADVISERS AG, Aktiengesellschaft, mit Sitz in FL-9490 Vaduz, Herrengasse 12, Fürstentum Liechtenstein,

hier vertreten durch Herrn Jean-Claude Michels, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Vaduz, am 7. Oktober 2002.

2) SOLUTIO AG ANLAGEKONZEPTE FÜR INSTITUTIONEN, Aktiengesellschaft, mit Sitz in D-80805 München, Osterwaldstraße 10, Deutschland,

hier vertreten durch Herrn Jean-Claude Michels, vorgeannt,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in München, am 2. Oktober 2002.

Die Vollmachten, die ne varietur durch alle Erschienenen und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt bleiben, um mit ihr den Formalitäten der Einregistrierung unterworfen zu werden.

Die Erschienenen ersuchten den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer zwischen ihnen zu gründenden société d'investissement à capital variable wie folgt zu dokumentieren.

1. Name, Sitz, Dauer und Gegenstand der Gesellschaft

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichnenden und allen, die nachfolgend Eigentümer von ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Anlagegesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable oder SICAV) unter dem Namen CROWN PREMIUM PRIVATE EQUITY BUYOUT (im folgenden auch «SICAV» oder «CROWN BUYOUT» genannt).

Der Verwaltungsrat der SICAV wird in Übereinstimmung mit Artikel 24 dieser Satzung einen Anlageberatervertrag abschliessen zwischen der SICAV einerseits und LGT CAPITAL PARTNERS ADVISERS AG und SOLUTIO AG ANLAGEKONZEPTE FÜR INSTITUTIONEN andererseits. Im Falle einer Kündigung dieses Vertrages wird die SICAV ihren Namen unverzüglich ändern in einen Namen, der keine Ähnlichkeit mit «CROWN BUYOUT» hat.

Art. 2. Dauer. Die SICAV wird für eine bestimmte Dauer errichtet und endet am 31. Dezember 2015. Für die ordentliche Auflösung kann der Verwaltungsrat der Generalversammlung jedoch vorschlagen bis zu drei Verlängerungen von jeweils einem Jahr zu beschliessen. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls diese Verlängerungen vorschlagen, falls er der Meinung ist, dass die Umstände dies rechtfertigen. Die SICAV kann durch Beschluss der Aktionäre, welcher in den für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Formen gefasst wird, jederzeit vorzeitig aufgelöst werden.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Der ausschliessliche Zweck der SICAV besteht in der gemeinsamen Anlage ihres Vermögens in Private Equity und anderen zulässigen Vermögenswerten mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen. Dabei kombiniert die SICAV mittelbare Beteiligungen (neuaufgelegte Beteiligungsprogramme und Secondaries) und unmittelbare Beteiligungen (Direktbeteiligungen) in Private Equity. Nach welchen Grundsätzen die Anlagepolitik im übrigen erfolgt, ist in Artikel 25 festgelegt.

Die SICAV kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 19. Juli 1991 über Organismen für gemeinsame Anlagen, deren Anteile nicht zum öffentlichen Vertrieb bestimmt sind (im folgenden «Gesetz vom 19. Juli 1991» genannt), in Verbindung mit den Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen (im folgenden «Gesetz vom 30. März 1988» genannt).

Art. 4. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz der SICAV ist Luxemburg-Stadt im Grossherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Grossherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass ausserordentliche politische, wirtschaftliche, gesellschaftliche oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der SICAV am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Geschäftsverkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum Ende dieser ausserordentlichen Gegebenheiten ins Ausland verlegt werden. Eine solche vorübergehende Massnahme hat keinen Einfluss auf die Nationalität der SICAV, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische SICAV bleibt.

2. Gesellschaftskapital, Veränderungen des Gesellschaftskapitals, Charakteristika der Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der SICAV ist ab dem Zeitpunkt der ersten Berechnung des Nettovermögenswertes der SICAV gleich dem gemäss nachfolgendem Artikel 10 berechneten Nettovermögenswert der Gesamtheit der ausgegebenen Aktien der SICAV. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt.

Das Gründungskapital der SICAV beträgt EUR 50.000,- (fünfzig tausend Euro), voll eingezahlt und eingeteilt in 2,5 (zweiundeinhalb) Aktien ohne Nennwert wie in Artikel 7 dieser Satzung angegeben.

Das gesetzliche Mindestkapital der SICAV beträgt EUR 1.239.468,- (eine Million zweihundertneununddreissigtausend vierhundertachtundsechzig Euro).

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäss den Bestimmungen des Verkaufsprospekt (im folgenden «Private Placement Memorandum» genannt) in Private Equity und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagengrenzen.

Art. 6. Veränderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der SICAV (im folgenden «Gesamtnettovermögen» genannt). Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die SICAV oder des Rückkaufs von Aktien durch die SICAV erhöhen oder vermindern.

Art. 7. Namensaktien. Aktien der SICAV werden als Namensaktien ausgegeben.

Für diese Namensaktien wird ein Aktienregister am Firmensitz der SICAV geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Wohn- oder Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, den auf jede Aktie eingezahlten Betrag sowie schliesslich die Übertragung jeder Aktie mit dem Datum der Übertragung. Die Eintragung im Aktienregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Es werden lediglich auf Antrag des Aktionärs Aktienzertifikate ausgestellt. Es wird dem Aktionär jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Aktienregister zugestellt. Falls der Aktionär mehrere Aktienzertifikate für seine Aktien beantragt, werden die Kosten vom Aktionär getragen. Beantragte Aktienzertifikate werden binnen 15 Tagen nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Um zu gewährleisten, dass die Aktionäre der SICAV zu jeder Zeit den Anforderungen des Gesetzes vom 19. Juli 1991 entsprechen (der Käufer kann nur ein institutioneller Investor im Sinne des genannten Gesetzes sein) und dass der Käufer voll und ganz die restlichen Verpflichtungen gegenüber der SICAV übernimmt, benötigen Übertragungen von Aktien der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates. Ausgenommen von der Zustimmung des Verwaltungsrates sind Übertragungen von Aktien, die im gebundenen Vermögen eines Versicherungsunternehmens gehalten werden, sofern die Übertragung dieser Aktien an institutionelle Investoren im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 erfolgt.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktienregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräusserer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikats, falls ausgegeben, durchgeführt. Die SICAV kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der SICAV seine Adresse zwecks Eintragung im Aktienregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der SICAV zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der SICAV die Änderung seiner Adresse im Register beantragen.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die SICAV erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Niessbrauchs kann die SICAV die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Niessbraucher gegenüber der SICAV vertritt.

Die SICAV kann Aktienbruchteile bis zur zweiten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der SICAV auf einer pro rata-Basis.

Art. 8. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der SICAV in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, kann auf seinen Antrag die SICAV ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der SICAV aufgestellten Bedingungen, mit einbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der SICAV unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikats, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die SICAV gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die SICAV zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die SICAV ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für die Kosten zu verlangen, die ihr durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikats oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikats entstanden sind.

Art. 9. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Die SICAV kann nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte natürliche oder juristische Personen einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der SICAV geht; oder
 - einen Gesetzesverstoss im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
 - bewirken kann, dass die SICAV in einem anderen Land als dem Grossherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird;
- oder
- den Interessen der SICAV in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die SICAV:

a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der SICAV zu besitzen,

b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der SICAV zu besitzen, entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstige Gesetze anderer Länder als Luxemburg zur Folge hat.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i) Die SICAV wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (im folgenden «Rückkaufsbenachrichtigung» genannt) zusenden; die Rückkaufsbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufsbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der SICAV ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien. Die Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii) Der Preis, zu dem die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im folgenden «Rückkaufspreis» genannt), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegebenen Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufsbenachrichtigung gemäss Artikel 10 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.

iii) Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die SICAV bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rückkaufspreis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, auszahlen. Nach Hinterlegung des Rückkaufspreises gemäss diesen Bedingungen, können Personen, die an den in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die SICAV unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des sich als rechtmässiger Besitzer der Aktien ausweisenden Aktionärs, den hinterlegten Rückkaufspreis gegen Rückgabe des oder der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, wie zuvor erläutert, ausgezahlt zu bekommen.

iv) Unter der Bedingung, dass die SICAV in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.

e) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der SICAV zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Insbesondere kann die SICAV den Besitz ihrer Aktien durch «US-Personen» einschränken oder verbieten. Der Ausdruck «US-Personen» umfasst Staatsangehörige und Einwohner der Vereinigten Staaten von Amerika oder sonstigen, deren Gerichtsbarkeit unterstehenden Territorien (inbegriffen sind insoweit die Rechtsnachfolger der Personen, Kapital- oder Personengesellschaften, die dort gegründet oder domiziliert sind).

3. Nettovermögenswert, Ausgabe und Rückkauf von Aktien, Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes sowie der Ausgabe und des Rückkaufs von Aktien

Art. 10. Nettovermögenswert. Der Nettovermögenswert der Aktien der SICAV wird am ersten Kalendertag eines jeden Quartals für das vorhergehende Quartal berechnet.

Der Tag, an dem der Nettovermögenswert der Aktien berechnet wird, wird in der vorliegenden Satzung als «NVW-Bewertungstag» bezeichnet. Wenn der NVW-Bewertungstag auf einen gesetzlichen Feiertag oder einen Bankfeiertag in Luxemburg fällt, wird der vorhergehende Bankarbeitstag in Luxemburg als NVW-Bewertungstag betrachtet. Die Ermittlung des NVW erfolgt bis zum zehnten Bankarbeitstag des jeweiligen Quartals.

Der erste Nettovermögenswert der Aktien der SICAV wird zum letzten Bankarbeitstag der Erstemissionsperiode berechnet.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird in Euro ausgedrückt und wird für jede Aktie der SICAV dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der sich am NVW-Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie wird nach der zweiten Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Aktienausschüttungen und -rückkäufen wird das Nettovermögen jeder einzelnen Aktie wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie ausgezahlt wird, verringert sich der Nettovermögenswert der Aktie um den Betrag der Dividendenausschüttung;

- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen der Gesellschaft um den erhaltenen oder gezahlten Betrag.

Die Aktiva der SICAV beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschliesslich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen, einschliesslich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Wertpapieren;

- alle Vermögenswerte, die von der SICAV gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden;

- alle Dividenden und Dividendenansprüche vorausgesetzt, dass hierüber ausreichend fundierte Informationen erhalten werden können;

- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschliesslich im voraus bezahlter Ausgaben.

Die Aktiva der SICAV werden nach folgenden Regeln bewertet:

- Der Wert der Beteiligungsprogramme wird an Hand der letzten der SICAV zur Verfügung stehenden Berichte der Verwalter der Beteiligungsprogramme bestimmt, die in der Regel nach den Bestimmungen der jeweiligen nationalen oder überregionalen Private Equity-Verbände erstellt werden. Diese basieren im wesentlichen auf folgender Vorgehensweise:

- . Beteiligungsunternehmen werden zu Einstandskosten («at cost») bewertet, so lange kein Bewertungsereignis stattgefunden hat,

- . als Bewertungsereignisse qualifizieren Nachfinanzierungsrunden durch Drittinvestoren, der Verkauf des Unternehmens («trade sale»), die Börseneinführung («IPO»=Initial Public Offering), das wesentliche negative Abweichen von den Planzahlen, oder der Konkurs, sowie jegliches andere Element welches einen beträchtlichen Einfluss auf den Verkaufswert des Beteiligungsunternehmens hat. Die Neubewertung kann im Ergebnis eine Höherbewertung, eine Teilabschreibung oder Vollabschreibung sein.

- Bei den Direktbeteiligungen handelt es sich um sogenannte Co-Investments im Zuge fortgeschrittener Finanzierungsrunden von erfolgreichen Unternehmen, die den Anlageberatern aus den Beteiligungsprogrammen bekannt sind. Dadurch stehen Bewertungen aus den Berichten von Beteiligungsverwaltern zur Verfügung und es wird entsprechend den obigen Ausführungen zu den Beteiligungsprogrammen verfahren.

- Bei Geldmarktpapieren, wird ausgehend vom Netto-Erwerbiskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen. Fest- und Treuhandgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet. Geldmarktpapiere, die an einem geregelten oder nicht geregelten Markt oder einer Börse kotiert sind, werden zum letzten bekannten Verkaufspreis bewertet, es sei denn, dieser Preis ist nicht repräsentativ.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Massgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens zu erzielen.

Vermögenswerte, welche nicht in Euro ausgedrückt sind, werden in Euro umgerechnet zum Wechselkurs am betreffenden Bewertungstag oder zum Wechselkurs der in dem betreffenden Vertrag vorgesehen wurde. Der Nettovermögenswert der SICAV kann an jedem Bankarbeitstag am Sitz der SICAV erhalten werden.

Die Verbindlichkeiten der SICAV umfassen:

- sämtliche Kredite und fälligen Forderungen;
- Zinsen und Forderungen gegen die SICAV;
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschliesslich Verwaltungskosten, Beratungs- und Anlageberaterkosten, Kosten für die Depotbank);

- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschliesslich Zahlungsverpflichtungen auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte aber noch nicht gezahlte Dividenden der SICAV,

- angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und angenommene Rückstellungen, sowie Rücklagen für die Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der SICAV;

- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der SICAV (bei der Bestimmung des Betrages wird die SICAV sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen: die laufende Tätigkeitsvergütung und die Gewinnbeteiligung der Anlageberater, die Kosten für Buchführung und Depotbank, die Kosten für die Wirtschaftsprüfung sowie evtl. Rechtsberatung, Druckkosten der Jahres- beziehungsweise Halbjahresberichte und Aktienzertifikate, Regierungssteuern und alle anderen operationellen Ausgaben, mit inbegriffen die Kosten, die bei An- und Verkauf der Vermögenswerte anfallen, evtl. Zinsen und Bankkosten).

Die SICAV kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmässiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Kosten für jährliche oder andere Perioden im voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen Zeitraum zusammenfassen.

Art. 11. Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswerts. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in den folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der SICAV fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der SICAV verhindern;

- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde um die SICAV zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes wird den Aktionären per Post an die im Aktienregister eingetragene Adresse mitgeteilt.

Art. 12. Ausgabe, Rückkauf und Umtausch von Aktien. Die Summe der von den Investoren in den Zeichnungsvereinbarungen eingegangenen Verpflichtungen ergibt das maximale Zeichnungskapital von CROWN BUYOUT, zu dem sich die Investoren verpflichtet haben. Der Verwaltungsrat der SICAV ist ermächtigt, bis zu diesem verpflichteten Zeichnungskapital zu jeder Zeit neue Aktien im Zuge von Kapitalabrufen der SICAV an institutionelle Investoren im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 auszugeben. Zeichnungen werden am Sitz der SICAV oder am Sitz der von der SICAV benannten Institutionen entgegengenommen.

Zur Gültigkeit der Neuzeichnung der Aktien ist erforderlich, dass diese voll eingezahlt sind. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienausgabe in Umlauf waren.

Die Zahlung des für die jeweils auszugebenden Aktien zu entrichtenden Betrages wird durch den Verwaltungsrat sowie dessen schriftlicher Aufforderung schriftlich innerhalb einer Frist von 14 Tagen, gerechnet ab dem Datum des Aufforderungsschreibens, zur Zahlung fällig.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktiengabe limitieren. Nach der Erstemissionsfrist erfolgt die Ausgabe von Aktien zum Nettovermögenswert der betroffenen Aktientranche.

Die Rücknahme aller oder eines Teiles der Aktien eines Aktionärs auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nicht vorgesehen.

Der Verwaltungsrat der SICAV kann jedoch beschliessen, Aktien oder Aktienbruchteile der SICAV zurückzukaufen im Einklang mit den nachfolgenden Bestimmungen und innerhalb der gesetzlichen Vorschriften. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismässig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der SICAV. Der Verwaltungsrat wird den registrierten Aktionären die Entscheidung zum Rückkauf per Post mitteilen und die Aktionäre informieren über Anzahl der Aktien, deren Tranche und die Dauer der Rücknahme sowie die Berechnung des Rücknahmepreises. Der Rücknahmepreis wird am letzten Tag der Rücknahmepériode berechnet und entspricht dem Nettovermögenswert an diesem Tag. Die von der SICAV zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der SICAV annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

4. Generalversammlung

Art. 13. Allgemeine Bestimmungen. Die ordnungsgemäss konstituierte Generalversammlung der Aktionäre der SICAV vertritt alle Aktionäre der SICAV. Sie hat von allen Organen der SICAV die weitgehendsten Befugnisse und kann jegliche Handlungen der SICAV anordnen, durchführen oder bestätigen.

Art. 14. Jährliche Generalversammlung. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre wird gemäss den in Luxemburg geltenden Bestimmungen am Geschäftssitz der SICAV oder an einem anderen in der Einladung festzulegenden Ort in Luxemburg jeweils am dritten Mittwoch im Monat Juni eines jeden Jahres - erstmals im Jahre 2004 - um 15.00 Uhr abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass Umstände höherer Gewalt dies erfordern. Andere Versammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie es in der Einladung zur jeweiligen Versammlung angegeben ist.

Art. 15. Funktionsweise der Generalversammlungen. Die Einladungen, das Erreichen des Quorums, die Fristen sowie der Ablauf der Generalversammlungen der Aktionäre müssen, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats steht der Generalversammlung vor. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre durch einfache Mehrheit der anwesenden und mitstimmenden Aktionäre ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum Vorsitzenden der Generalversammlung ernennen. Wenn kein Verwaltungsratsmitglied anwesend ist, kann jede andere Person ernannt werden, um den Vorsitz der Generalversammlung zu übernehmen.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme vorbehaltlich der Beschränkungen, die durch die vorliegende Satzung angeordnet werden. Jeder Aktionär kann an den Generalversammlungen persönlich oder durch einen schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax Bevollmächtigten teilnehmen.

Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäss einberufenen Generalversammlungen der Aktionäre durch die einfache Mehrheit der anwesenden und mitstimmenden Aktionäre gefasst.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit andere Bedingungen festlegen, die von den Aktionären zu erfüllen sind, um an den Generalversammlungen teilnehmen zu können.

Art. 16. Einladungen zu den Generalversammlungen. Allen registrierten Aktionären wird mindestens acht Tage vor der Generalversammlung eine Einladung zur Generalversammlung per Post an die im Aktienregister eingetragene Adresse bzw. die genannte Versandadresse geschickt. In dieser Einladung werden Datum, Zeit und Ort der Generalversammlung der Aktionäre angegeben sowie die Bestimmungen der Luxemburger Gesetze für Anwesenheits- und Mehrheitserfordernisse.

5. Verwaltung der Gesellschaft

Art. 17. Verwaltung. Die SICAV wird von einem Verwaltungsrat, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, verwaltet. Die Verwaltungsratsmitglieder brauchen nicht Aktionäre der SICAV zu sein.

Der Verwaltungsrat operiert in Übereinstimmung mit seinen ihm verabschiedeten internen Regeln und Vorschriften. Diese internen Regeln und Vorschriften können durch eine Entscheidung des Verwaltungsrates abgeändert werden mit einer Mehrheit von 75% aller Verwaltungsratsmitglieder und binden alle Organe der Gesellschaft.

Art. 18. Dauer des Mandats der Verwaltungsratsmitglieder, Erneuerung des Verwaltungsrats. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Generalversammlung für einen Zeitraum gewählt, der die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten kann. Sie bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt wurden und ihr Amt angetreten haben.

Falls das Amt eines Verwaltungsratsmitgliedes wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund unbesetzt ist, können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats durch Mehrheitsbeschluss ein Verwaltungsratsmitglied wählen, um das offenstehende Amt provisorisch bis zur nächsten Generalversammlung zu besetzen.

Art. 19. Präsidium des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden sowie einen oder mehrere stellvertretende/n Vorsitzende/n wählen. Er kann desweiteren einen Sekretär ernennen, der

nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und der für die Redaktion der Protokolle der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Versammlungen der Aktionäre verantwortlich ist.

Art. 20. Versammlungen und Beratungen des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern an dem Ort und zu dem Zeitpunkt einberufen, die im Einladungsschreiben angegeben sind.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats steht jeder der Versammlungen des Verwaltungsrats vor. In seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat mit einfacher Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum Vorsitzenden einer Versammlung ernennen.

Mindestens drei Tage vor dem für die Versammlung des Verwaltungsrates vorgesehenen Zeitpunkt muss an alle Verwaltungsratsmitglieder eine Einladung verschickt werden. In dringenden Fällen kann die Einladungsfrist auch kürzer sein, soweit die Gründe aus denen sich diese Dringlichkeit ergibt, in der Einladung aufgeführt werden. Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied dazu seine Zustimmung schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax gegeben hat. Eine spezielle Einladung ist auch nicht notwendig für eine Versammlung des Verwaltungsrats, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten wird, der vorher durch den Verwaltungsrat festgelegt wurde.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an Versammlungen des Verwaltungsrats teilnehmen, indem es schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu seinem Bevollmächtigten bestimmt. Die Verwaltungsratsmitglieder können die SICAV nicht durch ihre einzelne Unterschrift verpflichten, ausser ein Beschluss des Verwaltungsrats hat sie ausdrücklich dazu bevollmächtigt.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn wenigstens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Versammlung anwesend oder vertreten ist. Die Entscheidungen werden durch die einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden beziehungsweise vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Die von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterschriebenen Entscheidungen sind ebenso gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäss einberufenen und durchgeführten Versammlung getroffen wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehrere Kopien angebracht werden und können durch Brief, Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Mittel übermittelt werden.

Art. 21. Protokolle. Die Protokolle der Versammlungen des Verwaltungsrats werden durch den Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, durch dasjenige Verwaltungsratsmitglied unterschrieben, das den Vorsitz übernommen hat.

Die Kopien oder Auszüge von Protokollen, die vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden sollen, sind durch den Vorsitzenden oder durch den Sekretär oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder zu unterschreiben.

Art. 22. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die SICAV rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet. Ebenso wird die SICAV durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen verpflichtet, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 23. Vertretungsbefugnis des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäss Artikel 25 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Anlagepolitik festzulegen, nach welcher die Vermögenswerte der SICAV investiert werden.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Generalversammlung vorbehalten sind, unterstehen der Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Art. 24. Übertragung der Vertretungsmacht. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der täglichen Verwaltung der SICAV sowie seine Befugnisse und Handlungen im Rahmen der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftszweckes an juristische oder natürliche Personen delegieren, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Im Falle einer Delegation durch den Verwaltungsrat an eines seiner Mitglieder ist die vorherige Zustimmung der Generalversammlung erforderlich.

Insbesondere kann der Verwaltungsrat Anlageverwalter mit der Ausführung der Anlagepolitik der SICAV oder Anlageberater mit der Beratung der SICAV gemäss den Bestimmungen dieser Satzung beauftragen. Er kann den Anlageverwaltern dazu auch die Befugnis erteilen, selbständig Anlageentscheidungen zu fällen oder Anlagen zu tätigen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, einen oder mehrere Ausschüsse bestehend aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder Drittpersonen, welchen der Verwaltungsrat angemessene Befugnisse und Rollen delegieren kann, zu gründen. Die Ausschüsse handeln in Übereinstimmung mit den internen Regeln und Vorschriften des Verwaltungsrates wie in Artikel 17 dieser Satzung beschrieben.

Art. 25. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der SICAV sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Private Equity und anderen zulässigen Vermögenswerten anzulegen im Rahmen der Anlageziele und Anlagegrenzen der SICAV, wie sie in dem von der SICAV herausgegebenen Private Placement Memorandum und der vorliegenden Satzung beschrieben werden, unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Juli 1991 in Verbindung mit dem Gesetz vom 30. März 1988.

Die Aktien der SICAV werden einem ausgewählten Kreis in einem auf das rechtliche und steuerliche Umfeld hauptsächlich deutscher (und anderer ausländischer) institutioneller Investoren zugeschnittenen Konzept im Rahmen eines Anlageprogramms einer Privatplatzierung angeboten.

Die SICAV kombiniert mittelbare und unmittelbare Beteiligungen in Private Equity.

Es ist der SICAV zudem gestattet, Vermögenswerte übergangsweise in Bargeld, Geldmarktanlagen sowie Geldmarktfonds anzulegen, bis die Investitionen in die neu aufgelegten Beteiligungsprogramme, Secondaries oder Direktanlagen erfolgt sind.

Gleiches gilt für die Zwischenanlage von Verkaufserlösen bis zum Zeitpunkt der Ausschüttung.

Ausser in diese vorübergehenden Zwischenanlagen, wird die SICAV nicht in Wertpapiere investieren, die zum Investitionszeitpunkt an einer Börse oder einem geregelten Markt gehandelt werden. Allerdings werden Aktien von Beteiligungsunternehmen, die zum Zwecke der Veräusserung an einer Börse eingeführt werden, über die Veräusserungssperrfristen («Lock-up-Periode») gehalten werden.

Die SICAV kann in Höhe von bis zu 25% ihres Nettovermögens Kredite aufnehmen, um kurzfristige Perioden zwischen neuen Kapitalabrufen und der Investitionstätigkeit von CROWN BUYOUT zu überbrücken.

Art. 26. Depotbank. Die SICAV wird mit einer Bank, die den Anforderungen des Gesetzes vom 30. März 1988 entspricht (im folgenden «Depotbank» genannt), einen Depotbankvertrag abschliessen. Alle Vermögenswerte der SICAV werden von der Depotbank für ihre Rechnung gehalten. Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und Verantwortlichkeiten entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen.

Falls die Depotbank den Vertrag kündigen will, beauftragt der Verwaltungsrat unverzüglich ein anderes Finanzinstitut, die Funktion der Depotbank zu übernehmen. Der Verwaltungsrat wird das betreffende Finanzinstitut anstelle der bisherigen Depotbank als neue Depotbank ernennen.

Im Falle einer Kündigung seitens des Verwaltungsrats wird die Kündigung erst wirksam, wenn eine neue Depotbank gemäss den vorgehenden Bestimmungen ernannt wurde.

Art. 27. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Rechtsgeschäfte, die die SICAV mit anderen Gesellschaften oder Firmen abschliesst, werden durch die Tatsache, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren oder Bevollmächtigte der SICAV zugleich Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen SICAV oder Firma sind, beziehungsweise dort in sonstiger Weise in seinen Interessen betroffen ist, nicht beeinträchtigt.

Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren oder Bevollmächtigte der SICAV, die lediglich als Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen SICAV oder Firma fungieren, mit der die SICAV einen Vertrag abschliesst oder in einer anderen Weise in geschäftliche Beziehungen tritt, sind nicht gehindert, über die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen geschäftlichen Beziehungen in Verbindung stehen, zu beraten, abzustimmen und entsprechend zu handeln.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der SICAV durch eine Angelegenheit der SICAV in seinem persönlichen Interesse betroffen ist, muss diese Person den Verwaltungsrat über sein persönliches Interesse informieren. Er darf über diese Angelegenheit weder mitberaten noch mitabstimmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Versammlung der Aktionäre erstattet werden.

Art. 28. Vergütungen des Verwaltungsrats. Die Verwaltungsratsmitglieder erhalten für ihre Tätigkeit keine Vergütung.

6. Wirtschaftsprüfer

Art. 29. Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der SICAV werden durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Generalversammlung ernannt wird und dessen Vergütung aus dem Gesellschaftsvermögen zu entrichten ist. Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäss den Gesetzen vom 19. Juli 1991 in Verbindung mit dem Gesetz vom 30. März 1988 wahrnehmen.

7. Rechnungsjahr

Art. 30. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der SICAV beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, welches am heutigen Gründungstag beginnt und am 31. Dezember 2003 endet.

Art. 31. Ausschüttungen. Die Verwendung des jährlichen Ertrages wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates für jede Aktientranche festgelegt.

Die Ausschüttung von Netto-Erträgen aus den Anlagen kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Kapitalverlusten oder -gewinnen erfolgen. Ausserdem können Dividenden Kapitalausschüttungen beinhalten, vorausgesetzt dass nach der Ausschüttung die Nettovermögenswerte der SICAV das Mindestkapital gemäss Artikel 5 dieser Satzung überschreiten. Die Natur der Ausschüttung (Kapital oder Ertrag) muss mitgeteilt werden.

Jeder Beschluss der Generalversammlung, der die Dividende einer Aktientranche betrifft, muss gemäss den in Artikel 15 dieser Satzung festgelegten Modalitäten gefasst werden.

Der Verwaltungsrat ist im Rahmen der Gesetze ermächtigt, Zwischenausschüttungen zu beschliessen.

Währung, Datum, Zahlungsort der Ausschüttungen werden zu gegebener Zeit vom Verwaltungsrat beschlossen. Es ist dem Verwaltungsrat gestattet, Naturalausschüttungen von öffentlich gehandelten Aktien vorzunehmen.

Dividenden, welche nicht binnen einer Frist von fünf Jahren vom Tage ihrer Auszahlung durch die Berechtigten angefordert wurden, verjähren und fallen an die SICAV zurück. Auf beschlossene, aber nicht eingeforderte Ausschüttungen werden keine Zinsen gezahlt.

8. Auflösung und Liquidation

Art. 32. Auflösung. Die SICAV kann jederzeit durch Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden. Das Verfahren entspricht demjenigen, welches für Satzungsänderungen vorgesehen ist.

Fällt das Gesamtnettovermögen der SICAV unter zwei Drittel des im Gesetz vom 30. März 1988 vorgesehenen Mindestkapitals, ist der Verwaltungsrat verpflichtet, die Frage der Auflösung der SICAV der Generalversammlung der Aktionäre zur Entscheidung vorzulegen. Diese trifft den Beschluss über die Auflösung, ohne dass eine Anwesenheitserfordernis besteht. Der Auflösungsbeschluss wird mit einfacher Mehrheit der in der Generalversammlung vertretenen Aktien gefasst.

Der Verwaltungsrat ist ebenfalls verpflichtet, die Frage der Auflösung der SICAV der Generalversammlung der Aktionäre zur Entscheidung vorzulegen, wenn das Gesamtnettovermögen der SICAV unter ein Viertel des im Gesetz vom 30. März 1988 vorgesehenen Mindestkapitals fällt. Auch in diesem Falle entscheidet die Generalversammlung ohne Anwesenheitserfordernis und kann die Auflösung mit einem Viertel der in der Versammlung vertretenen Aktien beschliessen.

Die Generalversammlung muss innerhalb von 40 Tagen nach dem Tag, an dem festgestellt wird, dass das Gesamtnettovermögen der SICAV unter zwei Drittel beziehungsweise ein Viertel des Mindestkapitals gefallen ist; abgehalten werden.

Die Beschlüsse der Generalversammlung oder eine gerichtliche Entscheidung zur Auflösung der Gesellschaft sind im «Mémorial» und in drei verbreiteten Tageszeitungen, wovon mindestens eine eine Luxemburger Tageszeitung sein muss, zu veröffentlichen. Die Veröffentlichung geschieht auf Initiative der Liquidatoren.

Der Verwaltungsrat kann der Generalversammlung jederzeit und aus jedem Grund vorschlagen, die SICAV aufzulösen.

Art. 33. Liquidation. Im Falle der Auflösung der SICAV wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die von der Generalversammlung der Aktionäre, welche die Auflösung beschliesst, benannt werden. Die Generalversammlung der Aktionäre setzt desweiteren die Befugnisse der Liquidatoren und ihre Vergütungen fest. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Nach Begleichung aller Verbindlichkeiten wird der Liquidationserlös unter den Aktionären proportional zur Anzahl der Aktien die sie besitzen, verteilt. Gelder oder sonstige Werte, die den Aktionären bei Auflösung und Liquidation der SICAV zustehen und denselben nicht vor Abschluss der Liquidation ausgehändigt werden konnten, werden zu deren Gunsten bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt und für 30 Jahre aufbewahrt.

Art. 34. Kostentragung. Die SICAV trägt die in Artikel 10 beschriebenen Kosten.

Art. 35. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch Beschluss der Generalversammlung jederzeit abgeändert werden. Der Änderungsbeschluss unterliegt den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Art. 36. Bestimmungen. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie auf die Gesetze vom 19. Juli 1991 und vom 30. März 1988.

Zeichnung und Einzahlung

Die Zeichner haben die Aktien wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Aktionäre	gezeichnetes Kapital	eingezahltes Kapital	Aktienzahl
1. LGT CAPITAL PARTNERS ADVISERS AG, vorbenannt:	EUR 25.000	EUR 25.000	1,25
2. SOLUTIO AG ANLAGEKONZEPTE FÜR INSTITUTIONEN, vorbenannt:	EUR 25.000	EUR 25.000	1,25
Total:	EUR 50.000	EUR 50.000	2,50

Demzufolge steht der SICAV der Betrag von EUR 50.000,- (fünfzigtausend Euro) zur Verfügung, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die in irgendeiner Form der SICAV zur Last fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf fünftausend Euro (EUR 5.000,-) veranschlagt

Bescheinigung

Der unterzeichnende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann traten die Erschienenen, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre zusammen, deren rechtlich ordnungsgemässe Einberufung sie anerkennen.

Nachdem die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt worden war, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats wird auf vier festgesetzt.

2. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrats werden für einen Zeitraum von 6 Jahren bis zur jährlichen Generalversammlung, die 2008 abgehalten wird, und bis Nachfolger ernannt und genehmigt sind, folgende Personen bestimmt:

- Dr. Konrad Bächinger, Direktor LGT CAPITAL PARTNERS ADVISERS AG, 9490 Vaduz, Herrengasse 12, Fürstentum Liechtenstein;

- Rüdiger Kollmann, Vorstand SOLUTIO AG ANLAGEKONZEPTE FÜR INSTITUTIONEN, 80805 München, Osterwaldstrasse 10, Deutschland

- Dr. Roberto Paganoni, Direktor LGT CAPITAL PARTNERS ADVISERS AG, 9490 0 Vaduz, Herrengasse 12, Fürstentum Liechtenstein;

- Alfred Straubinger, Vorstand SOLUTIO AG ANLAGEKONZEPTE FÜR INSTITUTIONEN, 80805 München, Osterwaldstrasse 10, Deutschland.

3. Die Gesellschaft ERNST & YOUNG S.A., Société pour Révision d'Entreprises (Wirtschaftsprüfungsgesellschaft), 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg wird zum Wirtschaftsprüfer der SICAV ernannt bis zur jährlichen Generalversammlung, die 2004 abgehalten werden wird, und bis ein Nachfolger ernannt und genehmigt ist.

4. Der Sitz der SICAV befindet sich: 14 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxembourg, in der Amtsstube des unterzeichneten Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden haben die Erschienenen gegenwärtige Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J.-C. Michels, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2002, vol. 14CS, fol. 76, case 6. – Reçu 1.200 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung der Gesellschaft zum Zwecke der Veröffentlichung erteilt.

Luxembourg, den 22. Oktober 2002.

F. Baden.

(77861/200/524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2002.

SIGMA TAU FINANCE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 63.625.

L'an deux mille deux, le vingt-neuf octobre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SIGMA TAU FINANCE INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 6, avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B numéro 63.625,

constituée suite à un acte de scission reçu par le notaire soussigné en date du 3 mars 1998, publié au Mémorial C - 1998, page 20562,

les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 20 décembre 2001, publié au Mémorial C - 2002, page 14311,

avec un capital social actuel de EUR 1.320.000,- (un million trois cent vingt mille euros), représenté par 24.000 (vingt-quatre mille) actions d'une valeur de EUR 55,- (cinquante-cinq euros) chacune.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Pierre Verlaine, employé privé, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne Watteyne, employée privée, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutateur Madame Laure Paklos, employée privée, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les 24.000 (vingt-quatre mille) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1) Présentation:

A: du projet de fusion daté du 20 septembre 2002, prévoyant l'absorption de notre Société par la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SIGMA TAU INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 6, Avenue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce près le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, sous la Section B et le numéro 63.626, (ci-après nommée «la société absorbante»), la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de notre société à la société absorbante, ledit projet de fusion ayant été publié au Mémorial, Recueil C numéro 1410 en date du 28 septembre 2002, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée;

B: des rapports écrits des conseils d'administration des sociétés fusionnantes, datés du 18 septembre 2002, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange, et

C: du rapport écrit daté de l'expert indépendant, le réviseur d'entreprises AACO, S.à r.l., ayant son siège social à Frisange, 43, Parc Lésigny, désigné par ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, présidente de la chambre commerciale.

2) Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

3) Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par absorption de notre Société par la société absorbante aux conditions prévues par le projet de fusion,

notamment par l'échange de toutes les actions de notre Société contre des actions nouvelles de la société absorbante dans le rapport d'échange de 4,6352 actions nouvelles de la société absorbante pour chaque action existante de notre société, sans soulte, et par le transfert de tous les actifs et passifs de notre Société à la société absorbante et dissolution sans liquidation de notre Société comme suite de la fusion.

4) Décharge à accorder aux administrateurs et commissaires de notre Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs ainsi qu'à l'expert indépendant.

5) Détermination du lieu de conservation pendant le délai légal des documents sociaux de notre Société.

Le tout sous la condition suspensive de l'approbation du même projet de fusion et de la réalisation de cette fusion aux conditions prévues par le dit projet de fusion, c.à d. à la date de la dernière assemblée générale de la société absorbante, adoptant la fusion, et l'attribution aux actionnaires de notre Société d'actions de la société absorbante, dans le rapport d'échange de 4,6352 actions nouvelles de la société absorbante pour chaque action existante de notre société.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité et par vote séparé, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des actionnaires constate que le conseil d'administration lui a présenté:

1: le projet de fusion par absorption daté du 20 septembre 2002, prévoyant l'absorption de notre Société par la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SIGMA TAU INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 6, avenue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce près le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, sous la Section B et le numéro 63.626, (ci-après nommée «la société absorbante»), la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de notre société à la société absorbante, ledit projet de fusion ayant été publié au Mémorial, Recueil C numéro 1410 en date du 28 septembre 2002, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée;

2: les rapports écrits des conseils d'administration des sociétés qui fusionnent, datés du 18 septembre 2002, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange. Ces rapports, après signature ne varientur par les comparants et le notaire, resteront annexés au présent acte.

C: le rapport écrit daté de l'expert indépendant, le réviseur d'entreprises AACO, S.à r.l., ayant son siège social à Frisange, 43, Parc Lésigny, désigné par ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, présidente de la chambre commerciale.

Le rapport du réviseur d'entreprises conclut comme suit:

«Sur base du travail effectué tel que décrit ci-dessus, nos conclusions sont les suivantes:

- Les méthodes d'évaluation retenues par les conseils d'administrations des sociétés fusionnant sont adéquates dans les circonstances telles que décrites par les administrateurs.

- La parité d'échange calculée est pertinente et raisonnable étant donné les circonstances.»

Le rapport, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, reste annexé au présent acte ensemble avec l'ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale, dont question ci-avant.

L'assemblée, réunissant l'ensemble des actionnaires, déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de notre Société.

Deuxième résolution

L'assemblée approuve le projet de fusion et décide de réaliser la fusion par absorption de notre Société par la société absorbante aux conditions prévues par le projet de fusion,

notamment par l'échange de toutes les actions de notre Société contre des actions nouvelles de la société absorbante dans le rapport d'échange de 4,6352 actions nouvelles de la société absorbante pour chaque action existante de notre société, sans soulte,

et par le transfert de tous les actifs et passifs de notre Société, plus amplement décrits dans le rapport du réviseur d'entreprises dont question ci-avant et annexé au présent acte, à la société absorbante, et dissolution sans liquidation de notre Société comme suite de la fusion.

Troisième résolution

Du point de vue comptable, les opérations de notre Société sont considérées comme accomplies pour compte de la société absorbante, à partir du 1^{er} août 2002, et tous les bénéfices ou pertes réalisés pour compte de la société absorbante.

Déclaration

En conformité avec l'article 271 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société absorbée et du projet de fusion.

Quatrième résolution

L'assemblée accorde décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exécution de leurs mandats respectifs ainsi qu'à l'expert indépendant.

Cinquième résolution

L'assemblée décide que de conserver, pendant le délai de 5 ans, les documents sociaux de la Société, au siège de la société absorbante.

Condition suspensive

Les présentes résolutions sont prises sous la condition suspensive de l'approbation du même projet de fusion et de la réalisation de cette fusion aux conditions prévues par le dit projet de fusion par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société absorbante et l'attribution aux actionnaires de notre Société, d'actions de la société absorbante dans le rapport d'échange de 4,6352 actions nouvelles de la société absorbante, émises dans le cadre d'une augmentation de capital de cette société absorbante, pour 1 action de notre Société.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société aux résolutions prises à la présente assemblée, est estimé à EUR 1.900,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. P. Verlaine, C. Watteyne, L. Paklos, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2002, vol. 136S, fol. 87, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2002.

J. Delvaux.

(80840/208/132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2002.

**HVB ALTERNATIVE MANAGEMENT LUX. S.A., Société Anonyme,
(anc. SCM FUNDS MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.).**

Registered office: L-1475 Luxembourg, 7, rue du Saint Esprit.

R. C. Luxembourg B 83.747.

In the year two thousand and two, on the eleventh day of October.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch (Luxembourg).

Was held an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of SCM FUNDS MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., (R.C. Luxembourg, section B number 83 747), having its registered office at L-1475 Luxembourg, 7, rue du Saint Esprit, incorporated by deed of Maître Edmond Schroeder, then notary residing in Mersch, on September 17, 2001, published in the Mémorial C number 896 on October 10, 2001, the articles of incorporation of which have not been amended since.

The Meeting is opened at 10.00 a.m. and Mrs. Frédérique Lefevre, private employee, residing professionally in Luxembourg is elected chairman of the meeting.

The chairman appoints as secretary Mrs Monique Bur, private employee, residing in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mr Pierre-Yves Champagnon, private employee, residing in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to record that:

I.- The shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said attendance list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As appears from the attendance list, the one hundred and twenty-five (125) shares, representing the whole capital of the corporation, are present or represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- That the agenda of the Meeting is the following:

- modify the name of the Company SCM FUNDS MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. into HVB ALTERNATIVE MANAGEMENT LUX. S.A.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolution:

Resolution

The Meeting resolves to change the company's name from SCM FUNDS MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. into HVB ALTERNATIVE MANAGEMENT LUX. S.A., and to amend consequently Article one of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of HVB ALTERNATIVE MANAGEMENT LUX. S.A.»

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed at 11.00 a.m.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille deux, le onze octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SCM FUNDS MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. (R.C. Luxembourg numéro B 83 747), ayant son siège social à L-1475 Luxembourg, 7, rue du Saint Esprit, constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 17 septembre 2001, publié au Mémorial C numéro 896 du 18 octobre 2001, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Madame Frédérique Lefevre, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Monique Bur, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Pierre-Yves Champagnon employé privé, demeurant à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. La dite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Il ressort de la liste de présence que les cent vingt-cinq (125) actions, représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

- Changer la dénomination de la société SCM FUNDS MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. en HVB ALTERNATIVE MANAGEMENT LUX. S.A.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société de SCM FUNDS MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. en HVB ALTERNATIVE MANAGEMENT LUX. S.A., et de modifier en conséquence l'article premier des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après émises, une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination de HVB ALTERNATIVE MANAGEMENT LUX. S.A.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11.00 heures.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont procès verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: F. Lefevre, M. Bur, P-Y. Champagnon, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 18 octobre 2002, vol. 422, fol. 76, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 23 octobre 2002.

H. Hellinckx

(78268/242/87) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2002.

HVB ALTERNATIVE MANAGEMENT LUX. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 7, rue du Saint Esprit.

R. C. Luxembourg B 83.747.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 23 octobre 2002.

Pour Henri Hellinckx.

Signature

(78270/242/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2002.

BNP PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 47.390.

BNP INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 71.795.

BNP FLOOR FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 72.634.

BNP PROTECTED, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 72.635.

PARVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 33.363.

—
PROJET DE FUSION

L'an deux mille deux, le vingt-neuf octobre,

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg),

Ont comparu:

BNP PORTFOLIO est une société anonyme établie sous le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, ayant son siège 5, rue Jean Monnet, Luxembourg et relevant de la Partie II de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988;

Ici représentée par Monsieur Jean Léomant, administrateur de société, demeurant à Schrassig, en vertu d'une résolution circulaire du 12 août 2002.

BNP FLOOR FUND est une société anonyme établie sous le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, ayant son siège 5, rue Jean Monnet, Luxembourg et relevant de la Partie II de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988;

ici représentée par Monsieur Jean Léomant, prénommé, en vertu d'une résolution circulaire du 12 août 2002.

BNP INVEST est une société anonyme établie sous le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, ayant son siège 5, rue Jean Monnet, Luxembourg et relevant de la Partie I de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988;

ici représentée par Monsieur Herbert Grommes, employé de banque, demeurant à Schönberg (Belgique), en vertu d'une procuration lui délivrée le 25 octobre 2002.

BNP PROTECTED est une société anonyme établie sous le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, ayant son siège 5, rue Jean Monnet, Luxembourg et relevant de la Partie I de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988.

ici représentée par Monsieur Jean Léomant, prénommé, en vertu d'une résolution circulaire du 12 août 2002.

Ces 4 sociétés d'investissement sont appelées ci-après collectivement les «sociétés ou sicav absorbées».

PARVEST (ci-après la «société ou la sicav absorbante») est une société anonyme établie sous le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, ayant son siège 5, rue Jean Monnet, Luxembourg et relevant de la Partie I de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988,

ici représentée par Monsieur Jean Léomant, secrétaire général, demeurant à Schrassig, en vertu d'une résolution circulaire du 20 février 2002.

Les prédites résolutions circulaires et la procuration après avoir été signées ne varietur, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Prestataires de services

<i>Nom de l'OPC</i>	<i>Administration Centrale</i>	<i>Banque Dépositaire</i>
PARVEST	BNP Paribas Fund Administration S.A. 5, rue Jean Monnet, Luxembourg	BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg 23, avenue de la Porte- Neuve, Luxembourg
BNP PORTFOLIO	BNP Paribas Fund Administration S.A. 5, rue Jean Monnet, Luxembourg	BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg 23, avenue de la Porte- Neuve, Luxembourg
BNP FLOOR FUND	BNP Paribas Fund Administration S.A. 5, rue Jean Monnet, Luxembourg	BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg 23, avenue de la Porte- Neuve, Luxembourg
BNP INVEST		
BNP PROTECTED		

II. Structure des sociétés absorbées et de la société absorbante - devise de référence des compartiments absorbants

a) Les compartiments «Diversifiés»:

<i>Les compartiments absorbés:</i>		<i>Les compartiments absorbants:</i>	
BNP PORTFOLIO		PARVEST	
BNP PORTFOLIO	EUR	PARVEST CONSERVATIVE	EUR
Conservative		(EURO)	
BNP PORTFOLIO	USD	PARVEST BALANCED (USD)	USD
Harmony			
<i>Les compartiments absorbés:</i>		<i>Les compartiments absorbants:</i>	
BNP INVEST		PARVEST	
BNP INVEST EUR	EUR	PARVEST BALANCED	EUR
		(EURO)	
BNP INVEST CHF	CHF	PARVEST BALANCED (CHF)	CHF
BNP INVEST USD	USD	PARVEST BALANCED (USD)	USD

b) Les compartiments «Protégés»:

<i>Le compartiment absorbé:</i>		<i>Le compartiment absorbant:</i>	
BNP PROTECTED		PARVEST	
BNP PROTECTED	USD	PARVEST PROTECTED	USD
USA		USA	
<i>Le compartiment absorbé:</i>		<i>Le compartiment absorbant:</i>	
BNP FLOOR FUND		PARVEST	
BNP FLOOR	JPY	PARVEST PROTECTED	JPY
FUND JAPAN		JAPAN	

c) Les catégories et classes d'actions:

Les différents types d'actions des sociétés absorbées seront échangés contre les catégories/classes suivantes de PARVEST:

<i>Les sociétés absorbées</i>	<i>PARVEST</i>
Classe A de BNP PROTECTED et BNP FLOOR FUND	Actions de la catégorie «Classic» (classe capitalisante)
Classe B de BNP PROTECTED ⁽¹⁾	Actions de la catégorie «Classic» (classe capitalisante)
Classe C de BNP PROTECTED et BNP FLOOR FUND	Actions de la catégorie «Classic» (classe capitalisante)
BNP PORTFOLIO	Actions de la catégorie «Classic» (classe capitalisante)
BNP INVEST	Actions de la catégorie «Classic» (classe capitalisante)

⁽¹⁾ les actions de la classe B sont réservées aux investisseurs institutionnels En l'absence de souscription, la classe B de BNP Floor Fund n'a pas été lancée

La fusion se fera par absorption. Les actions de chacun des compartiments de BNP PROTECTED, BNP FLOOR FUND, BNP PORTFOLIO et BNP INVEST seront annulées à la suite de la réalisation de cette fusion.

III. Caractéristiques et différences des sociétés absorbées et absorbante

A. Les différences au niveau des politiques d'investissement

La politique d'investissement du compartiment BNP Protected USA est identique à celle du compartiment absorbant Parvest Protected USA.

«BNP PORTFOLIO Conservative»

Ce compartiment vise la valorisation à moyen/long terme de ses actifs et privilégie les OPC qui investissent à leur tour en obligations et instruments à court terme. Le compartiment peut accessoirement investir ses actifs nets en OPC du type «futures» du Groupe BNP PARIBAS conformément aux restrictions d'investissement.

Le compartiment «PARVEST CONSERVATIVE (EURO)» a pour objectif la valorisation de ses actifs à moyen terme dans sa devise de référence. Pour réaliser cet objectif, il investira dans un portefeuille diversifié constitué principalement de titres de créance à revenu fixe ou variable (obligations, titres de créance négociables, certificats de dépôt, commercial papers, ... dans la mesure où ces titres peuvent être qualifiés comme des valeurs mobilières).

«BNP PORTFOLIO Harmony» Ce compartiment vise la valorisation à moyen/long terme de ses actifs et recherche un certain équilibre entre les OPC qui investiront à leur tour en actions, d'une part et les OPC qui investiront à leur tour en obligations et instruments à court terme, d'autre part. Il pourra en particulier périodiquement être majoritairement composé de parts d'OPC investissant à leur tour en actions. Le compartiment peut accessoirement investir ses actifs nets en OPC du type «futures» du Groupe BNP PARIBAS conformément aux restrictions d'investissement.

Le compartiment PARVEST BALANCED (USD) a pour objectif la valorisation de ses actifs à moyen terme dans sa devise de référence. Pour réaliser cet objectif, le compartiment investira dans un portefeuille diversifié constitué principalement de titres de créance à revenu fixe ou variable (obligations, titres de créance négociables, certificats de dépôt, commercial papers ... dans la mesure où ces titres peuvent être qualifiés comme des valeurs mobilières), d'actions et de

titres assimilables aux actions de tous pays, l'exposition sur les marchés actions étant comprise entre 30% et 60% des actifs du compartiment.

«BNP INVEST EUR» Les avoirs de ce compartiment sont investis en valeurs mobilières, principalement en actions et obligations, libellées en euros. Les avoirs peuvent être accessoirement investis en valeurs mobilières libellées dans des devises autres que l'euro. Dans les limites fixées par la loi, le compartiment pourra détenir accessoirement des instruments du marché monétaire y compris des liquidités.

Le compartiment PARVEST BALANCED (EURO) a pour objectif la valorisation de ses actifs à moyen terme dans sa devise de référence. Pour réaliser cet objectif, le compartiment investira dans un portefeuille diversifié constitué principalement de titres de créance à revenu fixe ou variable (obligations, titres de créance négociables, certificats de dépôt, commercial papers ... dans la mesure où ces titres peuvent être qualifiés comme des valeurs mobilières), d'actions et de titres assimilables aux actions de tous pays, l'exposition sur les marchés actions étant comprise entre 30% et 60% des actifs du compartiment.

«BNP INVEST USD» Les avoirs de ce compartiment sont investis en valeurs mobilières, principalement en actions et obligations, libellées en USD. Les avoirs peuvent être accessoirement investis en valeurs mobilières libellées dans des devises autres que l'USD. Dans les limites fixées par la loi, le compartiment pourra détenir accessoirement des instruments du marché monétaire y compris des liquidités.

Le compartiment PARVEST BALANCED (USD) a pour objectif la valorisation de ses actifs à moyen terme dans sa devise de référence. Pour réaliser cet objectif, le compartiment investira dans un portefeuille diversifié constitué principalement de titres de créance à revenu fixe ou variable (obligations, titres de créance négociables, certificats de dépôt, commercial papers ... dans la mesure où ces titres peuvent être qualifiés comme des valeurs mobilières), d'actions et de titres assimilables aux actions de tous pays, l'exposition sur les marchés actions étant comprise entre 30% et 60% des actifs du compartiment.

«BNP INVEST CHF» Les avoirs de ce compartiment sont investis en valeurs mobilières, principalement en actions et obligations, libellées en CHF. Les avoirs peuvent être accessoirement investis en valeurs mobilières libellées dans des devises autres que le CHF. Dans les limites fixées par la loi, le compartiment pourra détenir accessoirement des instruments du marché monétaire y compris des liquidités.

Le compartiment PARVEST BALANCED (CHF) a pour objectif la valorisation de ses actifs à moyen terme dans sa devise de référence. Pour réaliser cet objectif, le compartiment investira dans un portefeuille diversifié constitué principalement de titres de créance à revenu fixe ou variable (obligations, titres de créance négociables, certificats de dépôt, commercial papers ... dans la mesure où ces titres peuvent être qualifiés comme des valeurs mobilières), d'actions et de titres assimilables aux actions de tous pays, l'exposition sur les marchés actions étant comprise entre 30% et 60% des actifs du compartiment.

«BNP FLOOR FUND JAPAN» Le compartiment BNP FLOOR FUND JAPAN investira principalement soit dans des instruments à revenus fixes soit dans des paniers d'actions (entendu comme une sélection d'actions comprises dans l'Indice Nikkei 225) soit dans les deux. Le compartiment doit, à tout moment, investir au moins 20% de ses avoirs dans des liquidités et instruments du marché monétaire, y compris des instruments du marché monétaire régulièrement négociés dont la maturité résiduelle n'excède pas 12 mois.

Le compartiment PARVEST PROTECTED JAPAN investira principalement dans des titres à revenus fixes et des paniers d'actions (entendus comme une sélection d'actions comprises dans l'Indice Nikkei 225). Le compartiment pourra également détenir de manière temporaire des liquidités, des dépôts à court terme ou autres titres assimilables aux liquidités.

B. Les différences au niveau des devises de référence des compartiments

Les devises de référence des compartiments absorbés et absorbants sont identiques.

C. Les différences au niveau des devises de consolidation

Les *sicav* absorbées:

Nom de l'OPC	Devise de consolidation
BNP PORTFOLIO	EUR
BNP FLOOR FUND	EUR
BNP INVEST	CHF
BNP PROTECTED	EUR

La *sicav* absorbante:

Nom de l'OPC	Devise de consolidation
PARVEST	EUR

D. Les souscriptions, rachats et conversions: Commissions - Minima de souscription et de détention - Autres particularités

Après la fusion, les conditions applicables à PARVEST prévaudront pour tous les compartiments absorbés.

Nom de l'OPC	Souscription		Commissions de Conversion		Sortie	
	Acquis à la <i>sicav</i>	Acquis à la <i>sicav</i>	Acquis à la <i>sicav</i>	Acquis à la <i>sicav</i>	Acquis à la <i>sicav</i>	Acquis à la <i>sicav</i>
PARVEST	Néant	Max. 5%	Néant ⁽²⁾	Max. 1% ⁽¹⁾	Néant ⁽²⁾	Néant
BNP PORTFOLIO	Néant	Max. 2%	Néant	Néant	Néant	Néant
BNP FLOOR FUND	Néant	Max. 5%	Néant	Néant	Néant	Néant
BNP INVEST	Néant	Max. 1,5%	Néant	Néant	Néant	Max. 1%
BNP PROTECTED	Néant	Max. 5%	Néant	Néant	Néant	Néant

(1) Commission de conversion entre compartiments; en revanche, il n'y a pas de commission de conversion entre catégories ou classes d'actions au sein d'un même compartiment.

(2) En cas de demandes de rachat ou de conversion pour plus de 10% des actifs du compartiment concerné un jour donné, une commission de rachat ou de conversion de max. 1% peut être prélevée.

La valeur nette d'inventaire de chaque compartiment de PARVEST sera libellée dans la devise de référence du compartiment et dans un certain nombre d'autres devises (EUR, USD, GBP et CHF).

<i>Nom de l'OPC</i>	<i>Minimum de souscription par compartiment</i>	<i>Minimum de détention par compartiment</i>
BNP PROTECTED		
Classe A	Souscription initiale: USD 1.000 Souscription ultérieure: 1 action	1 action
Classe B	Souscription initiale: USD 1.000.000 Souscription ultérieure: USD 100.000	USD 500.000
Classe C	Souscription initiale: USD 250.000 Souscription ultérieure: USD 10.000	USD 100.000
BNP INVEST	Néant	Néant
BNP FLOOR FUND		
Classe A	Souscription initiale: JPY 100.000 Souscription ultérieure: 1 action	1 action
Classe C	Souscription initiale: JPY 25.000.000 Souscription ultérieure: JPY 1.000.000	JPY 10.000.000
BNP PORTFOLIO	Néant	Néant
PARVEST	1 action	1 action
Catégorie Classic		

E. Les commissions de gestion/Les gérants

Après la fusion, les commissions de gestion applicables à PARVEST prévaudront pour tous les compartiments absorbés.

a) Les compartiments «Diversifiés»:

<i>Nom de l'OPC</i>	<i>Commission de Gestion et de Conseil en investissement</i>	<i>Conseil en Investissement</i>	<i>Société de Gestion/gestionnaire</i>
BNP PORTFOLIO	Max. 0,35% de l'actif net par compartiment par an réparti entre le gestionnaire et le Conseil en Investissement	Inter Global Fund (Conseil) S.A.	BNP Paribas Asset Management, Paris
BNP INVEST	1% de l'actif net par compartiment par an	BNP Paribas Investment Management Company S.A. (1) (3)	
PARVEST Conservative (EURO)	Max. 1% de l'actif net par an pour les actions de la catégorie Classic (2)	Parvest Investment Management Company S.A./ BNP Paribas Asset Management, Paris	
PARVEST Balanced (CHF) (EURO) (USD)	Max. 1,10% de l'actif net par an pour les actions de la catégorie Classic (2)	Parvest Investment Management Company S.A./ BNP Paribas Asset Management, Paris	

(1) Anciennement BNP Lux Investment S.A.

(2) Il s'agit d'une commission calculée sur la moyenne des actifs nets du mois écoulé de la catégorie d'actions «Classic» pour chaque compartiment.

(3) BNP Paribas (Suisse) S.A. agit en qualité de Sous-Conseiller en Investissement

b) Les compartiments «Protégés»:

<i>Nom de l'OPC</i>	<i>Commission de Conseil et de Gestion</i>	<i>Société de Conseil et de Gestion/gestionnaire</i>
BNP PROTECTED		
Classe A	1,6% de l'actif net par an pour les actions de la catégorie A (1)	BNP Paribas Investment Management Company S.A. / BNP Paribas Asset Management, Paris
Classe B	1,1% de l'actif net par an pour les actions de la catégorie B (1)	
Classe C	1,5% de l'actif net par an pour les actions de la catégorie C (1)	

BNP FLOOR FUND JAPAN		BNP Paribas Investment
Classe A	1,6% de l'actif net par an pour les actions de la catégorie A (1)	Management Company S.A. / BNP Paribas Asset Management, Paris
Classe C	1,5% de l'actif net par an pour les actions de la catégorie C (1)	
PARVEST PROTECTED USA PARVEST PROTECTED JAPAN	Max.1,35% de l'actif net par an par compartiment pour les actions de la catégorie Classic (2)	Parvest Investment Management Company S.A. / BNP Paribas Asset Management, Paris

(1) Commission globale incluant la commission de gestion, de Banque Dépositaire et d'Agent Administratif ainsi que le paiement de la taxe d'abonnement et les commissions liées au contrat de garantie.

(2) Il s'agit d'une commission calculée sur la moyenne des actifs nets du mois écoulé de la catégorie d'actions «Classic» pour chaque compartiment.

F. Formes des actions - Fractions d'actions

<i>Nom de l'OPC</i>	<i>Formes des Actions</i>	<i>Coupages des certificats au porteur</i>	<i>Fractions</i>
BNP PORTFOLIO	Nominative/au porteur	1, 10, 50 ou 100 actions	Non
BNP FLOOR FUND	Nominative/au porteur	1, 10, 100, 1000 ou 10.000 actions	Non
BNP INVEST	Nominative/au porteur	1, 5, 20, 100, 500 et 1.000 actions	Oui (1)
BNP PROTECTED	Nominative/au porteur	1, 10, 100, 1000 ou 10.000 actions	Non
PARVEST Catégorie Classic	Nominative/au porteur	1, 10 et 100 actions	Oui (2)

(1) Des fractions d'actions jusqu'à trois décimales ne seront émises que pour les actions nominatives.

(2) Des fractions d'actions jusqu'à trois décimales ne seront émises que pour les actions nominatives et pour les actions au porteur déposées en compte, directement ou via des banques intermédiaires locales, auprès de la Banque Dépositaire.

G. Dividendes

<i>Nom de l'OPC</i>	
BNP PORTFOLIO	aucune action de distribution offerte
BNP FLOOR FUND	
BNP INVEST	
BNP PROTECTED	

Les différents types d'actions des sociétés absorbées seront échangées contre des actions de la catégorie «Classic», classe capitalisante de PARVEST.

H. Les heures limites de passation des ordres de souscription, rachat et conversion - Les délais de règlement

Après la fusion, les heures limites de passation des ordres applicables à PARVEST prévaudront pour les sicav absorbées.

Les listes de souscription/rachat/conversion sont clôturées comme suit:

	<i>Heures Limites de Réception à Luxembourg</i>
BNP PORTFOLIO	J (12 heures) (1)
BNP FLOOR FUND	J (12 heures) (1)
BNP INVEST	J-1 (16 heures) (1)
BNP PROTECTED	J (12 heures) (1)
PARVEST	15h le jour ouvrable bancaire à Luxembourg précédant le jour de calcul de la VNI

(1) J=jour de calcul de la valeur nette d'inventaire (VNI)

Les délais de règlement pour le paiement des souscriptions et des rachats s'effectuent comme suit:

	<i>Dates de règlement des souscriptions et des rachats</i>
BNP PORTFOLIO	J+5 jours ouvrables bancaires
BNP FLOOR FUND	J+5 jours ouvrables
BNP INVEST	J+3 jours ouvrables bancaires
BNP PROTECTED	J+5 jours ouvrables

PARVEST J+3 jours ouvrables bancaires pour les demandes de souscriptions (1)
J+3 jours ouvrés pour les demandes de rachats

(1) L'émission des actions ne se fera normalement que lorsque la Banque Dépositaire ou le Distributeur/Nominee confirme l'encaissement effectif du prix de souscription.

I. Fréquence de calcul de la valeur nette d'inventaire

Après la fusion, la fréquence de calcul de la VNI applicable à PARVEST prévaudra pour les sicav absorbées.

Les sicav absorbées:

Nom de l'OPC	Fréquence de calcul de la VNI
BNP PORTFOLIO	Hebdomadaire: chaque vendredi (1)
BNP FLOOR FUND	Bi-hebdomadaire: Chaque lundi et jeudi (2)
BNP INVEST	Chaque mercredi (1) + dernier jour de chaque trimestre (1)
BNP PROTECTED	Bi-hebdomadaire: Chaque lundi et jeudi (3)

(1) jour ouvrable bancaire à Luxembourg

(2) jours ouvrables bancaires à Luxembourg, Paris et Tokyo

(3) jours ouvrables bancaires à Luxembourg, Paris et New York pour BNP Protected USA

Les compartiments absorbants de PARVEST:

Compartiments absorbants de Parvest	Fréquence de calcul de la VNI
PARVEST CONSERVATIVE (EURO)	Chaque jour ouvré à Luxembourg
PARVEST BALANCED (EURO)	
PARVEST BALANCED (USD)	
PARVEST BALANCED (CHF)	
PARVEST PROTECTED JAPAN	
PARVEST PROTECTED USA	

J. Cotation à la Bourse de Luxembourg

Nom de l'OPC	Cotation à la Bourse de Luxembourg
BNP PORTFOLIO	Oui
BNP FLOOR FUND	Non
BNP INVEST	Non
BNP PROTECTED	Non
PARVEST Classic	Oui

K. Réviseur, Exercice social, Assemblée générale ordinaire

Nom de l'OPC	Réviseur d'entreprises	Exercice social	Assemblée Générale Ordinaire
BNP PORTFOLIO	KPMG Audit	1 ^{er} juillet - 30 juin	4 ^e mercredi de octobre (à 11.00 heures)
BNP FLOOR FUND	PricewaterhouseCoopers	1 ^{er} mars - dernier jour de février	Dernier vendredi de juin (à 11.00 heures)
BNP INVEST	PricewaterhouseCoopers	1 ^{er} mai - 30 avril	Dernier vendredi de août (à 15.00 heures)
BNP PROTECTED	PricewaterhouseCoopers	1 ^{er} mars - dernier jour de février	Dernier vendredi de juin (à 14.00 heures)
PARVEST	PricewaterhouseCoopers	1 ^{er} mars - dernier jour de février	3 ^e jeudi de juin (à 11.00 heures)

L. Garantie

Les caractéristiques de la garantie accordée par BNP PARIBAS S.A. pour les compartiments absorbés et absorbants sont identiques à l'exception des points suivants:

a) Taille maximale des compartiments:

La taille maximale des compartiments est fixée à 180.000 actions respectivement pour le compartiment Parvest Protected USA et pour le compartiment Parvest Protected Japan alors que la taille maximale des compartiments BNP Protected USA et BNP Floor Fund Japan est fixée respectivement à USD 200.000.000 et JPY 20.000.000.000.

b) Seuil en vigueur:

- Le seuil en vigueur pour le compartiment Parvest Protected Japan au jour de la fusion correspond au seuil en vigueur le plus élevé parmi les seuils en vigueur des différentes classes d'actions du compartiment BNP Floor Fund Japan applicables au jour de la fusion dans Parvest.

- Le seuil en vigueur pour le compartiment Parvest Protected USA au jour de la fusion correspond au seuil en vigueur le plus élevé parmi les seuils en vigueur des différentes classes d'actions du compartiment BNP Protected USA applicables au jour de la fusion dans Parvest.

IV. Rapport d'échange et transfert des avoirs des sociétés absorbées

A. BNP PORTFOLIO

Les avoirs des compartiments de BNP PORTFOLIO seront transférés aux compartiments respectifs suivants de PARVEST en échange d'actions:

BNP PORTFOLIO	PARVEST
BNP PORTFOLIO Conservative	PARVEST CONSERVATIVE (EURO)
BNP PORTFOLIO Harmony	PARVEST BALANCED (USD)

Le rapport d'échange sera basé sur les VNI respectives des compartiments absorbés de BNP PORTFOLIO et des compartiments absorbants de PARVEST au moment de la fusion.

B. BNP FLOOR FUND

Les avoirs du compartiment de BNP FLOOR FUND seront transférés au compartiment suivant (catégorie «Classic» - classe capitalisante) de PARVEST en échange d'actions:

BNP FLOOR FUND	PARVEST
Classe A de BNP FLOOR FUND JAPAN	PARVEST PROTECTED JAPAN
Classe C de BNP FLOOR FUND JAPAN	

Le compartiment absorbant de PARVEST sera lancé au moment de la fusion et les rapports d'échange seront déterminés comme suit:

- Les actionnaires de la classe de BNP Floor Fund Japan dont la valeur nette d'inventaire est la moins élevée recevront, en échange d'une action de cette classe, une action de Parvest Protected Japan.

- Les actionnaires de l'autre classe de BNP Floor Fund Japan se verront appliquer un rapport d'échange basé sur la valeur nette d'inventaire la moins élevée parmi les deux classes du compartiment absorbé (c'est à dire la valeur nette d'inventaire initiale de Parvest Protected Japan).

C. BNP INVEST

Les avoirs des compartiments de BNP INVEST seront transférés aux compartiments respectifs suivants de PARVEST en échange d'actions:

BNP INVEST	PARVEST
BNP INVEST EUR	PARVEST BALANCED (EURO)
BNP INVEST CHF	PARVEST BALANCED (CHF)
BNP INVEST USD	PARVEST BALANCED (USD)

Le rapport d'échange sera basé sur les VNI respectives des compartiments absorbés de BNP INVEST et des compartiments absorbants de PARVEST au moment de la fusion.

D. BNP PROTECTED

Les avoirs du compartiment de BNP PROTECTED seront transférés au compartiment suivant de PARVEST en échange d'actions:

BNP PROTECTED	PARVEST
Classe A de BNP PROTECTED USA	
Classe B de BNP PROTECTED USA	PARVEST PROTECTED USA
Classe C de BNP PROTECTED USA	

Le compartiment absorbant de PARVEST sera lancé au moment de la fusion et les rapports d'échange seront déterminés comme suit:

- Les actionnaires de la classe de BNP Protected USA dont la valeur nette d'inventaire est la moins élevée recevront, en échange d'une action de cette classe, une action de Parvest Protected USA.

- Les actionnaires des deux autres classes de BNP Protected USA se verront appliquer un rapport d'échange basé sur la valeur nette d'inventaire la moins élevée parmi les trois classes du compartiment absorbé (c'est à dire la valeur nette d'inventaire initiale de Parvest Protected USA).

V. Dates d'effet

La date d'effet des fusions, c.-à-d. la date à laquelle la fusion devient effective (ci-après la «Date d'Effet») après que les actionnaires aient approuvé le présent projet de fusion, est fixée comme suit:

- au 17 janvier 2003 pour la fusion de BNP PORTFOLIO avec PARVEST
- au 24 janvier 2003 pour la fusion de BNP FLOOR FUND avec PARVEST
- au 24 janvier 2003 pour la fusion de BNP INVEST avec PARVEST
- au 17 janvier 2003 pour la fusion de BNP PROTECTED avec PARVEST
- ou toute autre date fixée par les actionnaires des Sociétés Absorbées.

Suite à la fusion, les actions de BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST et BNP PROTECTED seront annulées.

A la date d'effet, tous les avoirs de BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST et BNP PROTECTED seront censés être transférés à PARVEST pour compte des compartiments correspondants de PARVEST mentionnés ci-avant.

La fusion sera du point de vue comptable considérée comme accomplie le 17 respectivement le 24 janvier 2003 ou toute autre date fixée par les actionnaires des Sociétés Absorbées; à partir de cette date, les opérations seront accomplies pour le compte de la société absorbante.

VI. Divers

a) Experts Indépendants

Les Conseils d'Administration ont choisi de nommer la FIDUCIAIRE BILLON, S.à r.l., 398, route d'Esch à L-1025 Luxembourg en qualité d'expert indépendant à la fusion, au titre de l'article 266 de la loi du 10 août 1915, telle qu'amendée, sur les sociétés commerciales (la «Loi»).

b) Décisions des Conseils d'Administration

Ce projet de fusion a été approuvé par les Conseils d'Administration de BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST et BNP PROTECTED à la date du 12 août 2002 et de PARVEST à la date du 20 février 2002.

c) Assemblées Générales Extraordinaires

- BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST, BNP PROTECTED:

Les assemblées générales extraordinaires des actionnaires des sociétés absorbées seront convoquées pour délibérer au sujet du projet de fusion et afin de l'approuver. Dans la mesure où ces assemblées générales extraordinaires n'ont pas atteint le quorum requis par l'article 67-1 de la loi sur les sociétés commerciales, de nouvelles assemblées générales extraordinaires devront être convoquées pour approuver le projet de fusion sans quorum de présence.

- PARVEST:

Conformément à l'article 264 de la loi sur les sociétés commerciales, l'approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante n'est pas nécessaire, à moins qu'un ou plusieurs actionnaires de PARVEST disposant d'au moins 5% des actions du capital souscrit de PARVEST ne demandent, jusqu'au lendemain de la tenue des assemblées générales extraordinaires des sociétés absorbées, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

d) Frais et Charges

A l'exception d'une rémunération normale due aux experts indépendants et aux réviseurs d'entreprises des sociétés participant à la fusion pour leurs prestations, aucun avantage particulier ne sera attribué ni aux experts indépendants, ni aux membres des Conseils d'Administration et réviseurs d'entreprises des sociétés participant à la fusion.

Les dépenses, coûts, rémunérations et charges générés par le présent acte, seront provisionnés ou pris en charge par les sicav BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST et BNP PROTECTED au prorata des actifs nets de leurs compartiments le jour de la publication du projet de fusion ou le jour où ces frais surviennent s'ils n'étaient pas connus le jour de la publication du projet de fusion.

e) Droits des actionnaires

Tout actionnaire a le droit, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire appelée à se prononcer sur le projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social, des documents énumérés à l'article 267 (1) de la loi sur les sociétés commerciales et de demander le remboursement de ses actions sans que soient appliqués des droits ou commissions de sortie.

Les actions de la société absorbante nouvellement émises à la suite de la fusion bénéficieront des mêmes droits que les actions existantes et participeront à ce titre aux bénéfices à partir de la Date d'Effet.

Aucun actionnaire des sociétés absorbées ne bénéficiera de droits spéciaux et aucun titre autre que des actions ne sera émis.

f) Echange/estampillage de certificats

Les actionnaires nominatifs de BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST et BNP PROTECTED seront automatiquement inscrits dans le registre des actionnaires de PARVEST et des confirmations d'actions correspondant aux actions nominatives seront envoyées à tous les anciens actionnaires nominatifs de BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST et BNP PROTECTED confirmant la nouvelle participation dans PARVEST.

Sur demande expresse écrite des actionnaires dans les trente jours qui suivent la Date d'Effet, des certificats d'actions nominatives de PARVEST seront délivrés, sans frais, par l'agent de transfert de PARVEST, BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg aux actionnaires de BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST et BNP PROTECTED.

Après la fusion, les détenteurs de certificats au porteur représentatifs d'actions de BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST et BNP PROTECTED doivent déposer leurs certificats représentatifs d'actions à BNP Paribas Securities Services, succursale de Luxembourg pour être estampillés / échangés.

Les rompus pouvant résulter de la parité d'échange seront traités comme suit:

a) Pour les actions nominatives ainsi que pour les actions au porteur déposées en compte, directement ou via des banques intermédiaires locales, auprès de la Banque Dépositaire, les actionnaires se verront attribuer des fractions d'actions jusqu'à trois décimales.

Le reliquat éventuel résultant de la fusion sera remboursé à l'actionnaire à moins que ce montant soit inférieur à EUR 15,- ou à sa contre-valeur. Les montants non remboursés resteront acquis au compartiment absorbant.

b) Les détenteurs d'actions au porteur, autres que celles déposées en compte auprès de la Banque Dépositaire, se verront attribuer un nombre de parts entières, le solde étant remboursé à l'actionnaire.

Le reliquat éventuel résultant de la fusion sera remboursé à l'actionnaire à moins que ce montant soit inférieur à EUR 15,- ou à sa contre-valeur. Les montants non remboursés resteront acquis au compartiment absorbant.

Une publication ultérieure indiquera les résultats de la fusion et notamment les rapports et modalités d'échange déterminés.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants repris plus haut, le présent acte est rédigé en français, suivi d'une traduction anglaise; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénoms, état et demeure, les personnes nommées ont toutes signé avec nous, notaire le présente acte.

Suit la traduction en anglais du texte qui précède:

In the year two thousand and two, on the twenty-ninth day of October.

Before the undersigned Henri Hellinckx, notary residing in Mersch (Luxembourg).

There appeared:

BNP PORTFOLIO is a joint stock company established in the legal form of an investment company with variable capital under Luxembourg law, with registered office situate in Luxembourg at 5, rue Jean Monnet, and governed by Part II of the Luxembourg law of 30 March 1988;

here represented by Mr Jean Léomant, company director, residing in Schrassig,

by virtue of a circular resolution of August 12, 2002,

BNP FLOOR FUND is a joint stock company established in the legal form of an investment company with variable capital under Luxembourg law, with registered office situate in Luxembourg at 5, rue Jean Monnet, and governed by Part II of the Luxembourg law of 30 March 1988;

here represented by Mr Jean Léomant, prenamed,

by virtue of a circular resolution of August 12, 2002,

BNP INVEST is a joint stock company established in the legal form of an investment company with variable capital under Luxembourg law, with registered office situate in Luxembourg at 5, rue Jean Monnet, and governed by Part I of the Luxembourg law of 30 March 1988;

Here represented by Mr Herbert Grommes, bank employee, residing in Schönberg (Belgium),

by virtue of a proxy given on October 25, 2002.

BNP PROTECTED is a joint stock company established in the legal form of an investment company with variable capital under Luxembourg law, with registered office situate in Luxembourg at 5, rue Jean Monnet, and governed by Part I of the Luxembourg law of 30 March 1988.

here represented by Mr Jean Léomant, prenamed,

by virtue of a circular resolution of August 12, 2002.

The 4 above companies are hereafter collectively called the «absorbed companies» or «absorbed Sicavs».

PARVEST (hereafter the «absorbing company» or «absorbing Sicav») is a joint stock company established in the legal form of an investment company with variable capital under Luxembourg law, with registered office situate in Luxembourg at 5, rue Jean Monnet, and governed by Part I of the Luxembourg law of 30 March 1988;

here represented by Mr Jean Léomant, secrétaire general, residing in Schrassig,

by virtue of a circular resolution of February 20, 2002.

The aforesaid circular resolutions and the proxy given, after having been signed ne varietur, shall remain attached to the present deed in order to be registered with it;

Services suppliers

<i>UCI's name</i>	<i>Central Administration</i>	<i>Custodian Bank</i>
PARVEST	BNP Paribas Fund Administration S.A. 5, rue Jean Monnet, Luxembourg	BNP Paribas Securities Services, Luxembourg branch, 23, avenue de la Porte-Neuve, Luxembourg
BNP PORTFOLIO	BNP Paribas Fund Administration S.A.	BNP Paribas Securities Services, Luxembourg branch,
BNP FLOOR FUND	5, rue Jean Monnet, Luxembourg	23, avenue de la Porte- Neuve, Luxembourg
BNP INVEST		
BNP PROTECTED		

II. Structure of the absorbed companies and absorbing company - Reference currency of the absorbing sub-funds

a) «Diversified» sub-funds:

the absorbed sub-funds:

BNP PORTFOLIO	
BNP PORTFOLIO Conservative	EUR
BNP PORTFOLIO Harmony	USD

the absorbed sub-funds:

BNP INVEST	
BNP INVEST EUR	EUR
BNP INVEST CHF	CHF
BNP INVEST USD	USD

the absorbing sub-funds:

PARVEST	
PARVEST CONSERVATIVE (EURO)	EUR
PARVEST BALANCED (USD)	USD
PARVEST	
PARVEST BALANCED (EURO)	EUR
PARVEST BALANCED (CHF)	CHF
PARVEST BALANCED (USD)	USD

b) «Protected» sub-funds:

<i>the absorbed sub-fund:</i>		<i>the absorbing sub-fund:</i>	
BNP PROTECTED		PARVEST	
BNP PROTECTED	USD	PARVEST PROTECTED	USD
USA		USA	
<i>the absorbed sub-fund:</i>		<i>the absorbing sub-fund:</i>	
BNP FLOOR FUND		PARVEST	
BNP FLOOR	JPY	PARVEST PROTECTED	JPY
FUND JAPAN		JAPAN	

c) The categories and classes of shares

The different types of shares of the absorbed companies will be exchanged against the following PARVEST categories/classes of shares:

<i>The absorbed companies</i>	<i>PARVEST</i>
Class A in BNP PROTECTED and BNP FLOOR FUND	«Classic» category of shares (capitalisation class)
Class B in BNP PROTECTED ⁽¹⁾	«Classic» category of shares (capitalisation class)
Class C in BNP PROTECTED and BNP FLOOR FUND	«Classic» category of shares (capitalisation class)
BNP PORTFOLIO	«Classic» category of shares (capitalisation class)
BNP INVEST	«Classic» category of shares (capitalisation class)

⁽¹⁾ Class B shares are reserved for institutional investors. In the absence of any subscription, BNP Floor Fund's B Class has not yet been launched.

The merger will be carried out by way of absorption. The shares of each one of the BNP PROTECTED, BNP FLOOR FUND, BNP PORTFOLIO and BNP INVEST sub-funds will be cancelled following the implementation of the merger.

III. Characteristics of and Differences between the absorbed and absorbing companies

A. The Differences seen from the Investment Policy standpoint

The investment policy of the BNP Protected USA sub-fund is identical to that implemented by the absorbing sub-fund, Parvest Protected USA.

«BNP PORTFOLIO Conservative»: this sub-fund aims at the appreciation of its assets on the medium/long term and privileges UCIs that invest in their turn in short-term bonds and instruments. The sub-fund may on an ancillary basis and subject to its investment restrictions invest its net assets in UCIs of the «futures type of the BNP PARIBAS Group.

The objective of the «PARVEST CONSERVATIVE (EURO)» sub-fund is to achieve an appreciation of its assets on the medium term and in its reference currency. It will in order to realise that objective invest in a diversified portfolio primarily made up of fixed or variable income debenture securities (bonds, negotiable debt instruments, certificates of deposit, commercial papers etc., inasmuch as such securities can be considered as transferable securities).

«BNP PORTFOLIO Harmony»: this sub-fund aims at the appreciation of its assets on the medium/long term and seeks to reach a balance between UCIs that invest in their turn in shares, on the one hand, and UCIs that will for their part invest in short-term bonds and instruments, on the other hand. The sub-fund may in particular and periodically be primarily made up of units of UCIs that in their turn invest in shares. The sub-fund may on an ancillary basis and subject to its investment restrictions invest its net assets in UCIs of the «futures» type of the BNP PARIBAS Group.

The objective of the «PARVEST BALANCED (USD)» sub-fund is to achieve an appreciation of its assets on the medium term and in its reference currency. It will in order to realise that objective invest in a diversified portfolio primarily made up of fixed or variable income debenture securities (bonds, negotiable debt instruments, certificates of deposit, commercial papers etc., inasmuch as such securities can be considered as transferable securities), shares and securities likened to shares of all countries, the exposure on equity markets being comprised between 30% and 60% of the sub-fund's assets.

«BNP INVEST EUR»: the assets of this sub-fund are invested in transferable securities, primarily shares and bonds, denominated in Euro. The assets may on an ancillary basis also be invested in transferable securities denominated in currencies other than the Euro. The sub-fund may likewise, on an ancillary basis and within the limits set forth by law, hold money market instruments including cash.

The objective of the «PARVEST BALANCED (EURO)» sub-fund is to achieve an appreciation of its assets on the medium term and in its reference currency. It will in order to realise that objective invest in a diversified portfolio primarily made up of fixed or variable income debenture securities (bonds, negotiable debt instruments, certificates of deposit, commercial papers etc., inasmuch as such securities can be considered as transferable securities), shares and securities likened to shares of all countries, the exposure on equity markets being comprised between 30% and 60% of the sub-fund's assets.

«BNP INVEST USD»: the assets of this sub-fund are invested in transferable securities, primarily shares and bonds, denominated in USD. The assets may on an ancillary basis also be invested in transferable securities denominated in currencies other than the USD. The sub-fund may likewise, on an ancillary basis and within the limits set forth by law, hold money market instruments including cash.

The objective of the «PARVEST BALANCED (USD)» sub-fund is to achieve an appreciation of its assets on the medium term and in its reference currency. It will in order to realise that objective invest in a diversified portfolio primarily made up of fixed or variable income debenture securities (bonds, negotiable debt instruments, certificates of deposit, commercial papers etc., inasmuch as such securities can be considered as transferable securities), shares and securities likened to shares of all countries, the exposure on equity markets being comprised between 30% and 60% of the sub-fund's assets.

«BNP INVEST CHF»: the assets of this sub-fund are invested in transferable securities, primarily shares and bonds, denominated in CHF. The assets may on an ancillary basis also be invested in transferable securities denominated in currencies other than the CHF. The sub-fund may likewise, on an ancillary basis and within the limits set forth by law, hold money market instruments including cash.

The objective of the «PARVEST BALANCED (CHF)» sub-fund is to achieve an appreciation of its assets on the medium term and in its reference currency. It will in order to realise that objective invest in a diversified portfolio primarily made up of fixed or variable income debenture securities (bonds, negotiable debt instruments, certificates of deposit, commercial papers etc., inasmuch as such securities can be considered as transferable securities), shares and securities likened to shares of all countries, the exposure on equity markets being comprised between 30% and 60% of the sub-fund's assets.

«BNP FLOOR FUND JAPAN»: the BNP Floor Fund Japan sub-fund will primarily invest either in fixed income instruments or in baskets of shares (understood as a selection of shares comprised in the Nikkei 225 Index), or both. The sub-fund must at all times invest at least 20% of its assets in liquid assets and money market instruments, inclusive of regularly dealt money market instruments with a remaining maturity not exceeding 12 months.

The «PARVEST PROTECTED JAPAN» sub-fund will primarily invest in fixed income securities and in baskets of shares (this last expression to be understood to mean a selection of shares comprised in the Nikkei 225 Index). The sub-fund may also hold liquid assets, short term deposits or other securities likened to liquid assets on a temporary basis.

B. The differences at the level of the sub-funds' reference currencies

The reference currencies of the absorbed and absorbing sub-funds are identical.

C. Differences at the level of the consolidation currencies

the absorbed funds:

<i>UCI's name</i>	<i>Consolidation currency</i>
BNP PORTFOLIO	EUR
BNP FLOOR FUND	EUR
BNP INVEST	CHF
BNP PROTECTED	EUR

the absorbing fund:

<i>UCI's name</i>	<i>Consolidation currency</i>
PARVEST	EUR

D. Subscriptions, Redemption and Conversions: Commissions - Subscription and Holding minima - Other characteristics

Following the merger the conditions applicable to PARVEST will prevail for all absorbed sub-funds.

<i>UCI's name</i>	<i>Subscription</i>		<i>Commissions for Conversion</i>		<i>Unloading</i>	
	<i>Paid to the sicav</i>	<i>Paid to the distributor</i>	<i>Paid to the sicav</i>	<i>Paid to the distributor</i>	<i>Paid to the sicav</i>	<i>Paid to the distributor</i>
PARVEST	None	Max. 5%	None ⁽²⁾	Max. 1% ⁽¹⁾	None ⁽²⁾	None
BNP PORTFOLIO	None	Max. 2%	None	None	None	None
BNP FLOOR FUND	None	Max. 5%	None	None	None	None
BNP INVEST	None	Max. 1.5%	None	None	None	Max. 1%
BNP PROTECTED	None	Max. 5%	None	None	None	None

⁽¹⁾ Commission charged for conversions between sub-funds; no commission is charged on the other hand for conversions between categories or classes of shares within a same sub-fund.

⁽²⁾ In case of applications for redemption or conversion on more than 10% of the assets of the relevant sub-fund on any given day, a redemption or a conversion commission of maximum 1% may be charged.

The net asset value of each one of the PARVEST sub-funds will be denominated in the reference currency of the sub-fund and in a certain number of other currencies (i.e., EUR, USD, GBP and CHF).

<i>UCI's name</i>	<i>Subscription</i>		<i>Commissions for Conversion</i>		<i>Unloading</i>	
	<i>Paid to the sicav</i>	<i>Paid to the distributor</i>	<i>Paid to the sicav</i>	<i>Paid to the distributor</i>	<i>Paid to the sicav</i>	<i>Paid to the distributor</i>
PARVEST	None	Max. 5%	None ⁽²⁾	Max. 1% ⁽¹⁾	None ⁽²⁾	None
BNP PORTFOLIO	None	Max. 2%	None	None	None	None
BNP FLOOR FUND	None	Max. 5%	None	None	None	None
BNP INVEST	None	Max. 1.5%	None	None	None	Max. 1%
BNP PROTECTED	None	Max. 5%	None	None	None	None

E. Management Fees - The Managers

Following the merger, the management fees applicable to PARVEST will prevail for all absorbed sub-funds.

a) the «Diversified» sub-funds:

<i>UCI's name</i>	<i>Management and Investment Advisory Fee</i>	<i>Investment advisory services</i>	<i>Management Company/ Manager</i>
BNP PORTFOLIO	Max. 0.35% of the net assets, per sub-fund and per annum, divided between the Manager and the Investment Advisor	Inter Global Fund (Conseil) S.A.	BNP Paribas Asset Management, Paris
BNP INVEST	1% of the net assets per sub-fund and per annum	BNP Paribas Investment Management Company S.A. (1) (3)	
PARVEST Conservative (EURO)	Max. 1% of the net assets per year for the shares of the Classic category (2)	Parvest Investment Management Company S.A./ BNP Paribas Asset Management, Paris	
PARVEST Balanced (CHF) (EURO) (USD)	Max.1.10% of the net assets per year for the shares of the Classic category (2)	Parvest Investment Management Company S.A./ BNP Paribas Asset Management, Paris	

(1) Formerly BNP Lux Investment S.A.

(2) This is a fee that is calculated on the basis of the average net assets along the previous month for the «Classic» category of shares for each one of the sub-funds.

(3) BNP Paribas (Suisse) S.A. acts in a capacity as Investment Sub-Advisor.

b) the «Protected» sub-funds:

<i>UCI's name</i>	<i>Advisory and Management Fee</i>	<i>Advisory and Management Company/Manager</i>
BNP PROTECTED		
A Class	1.6% of the net assets per year for shares of the A category (1)	BNP Paribas Investment Management Company S.A. / BNP Paribas Asset Management, Paris
B Class	1.1% of the net assets per year for shares of the B category (1)	
C Class	1.5% of the net assets per year for shares of the C catégorie (1)	
BNP FLOOR FUND		BNP Paribas Investment
JAPAN		
A Class	1.6% of the net assets per year for shares of the A category (1)	Management Company S.A. / BNP Paribas Asset Management, Paris
A Class	1.5% of the net assets per year for shares of the C category (1)	
PARVEST PROTECTED USA	Max.1.35% of the net assets per year and per sub-fund for shares of the Classic category (2)	Parvest Investment Management Company S.A. / BNP Paribas Asset Management, Paris
PARVEST PROTECTED JAPAN		

(1) Global fee comprising the management fee, the Custodian Bank and Administrative Agent commission as well as the payment of the capital registration duty and of the commissions relating to the guarantee agreement.

(2) This is a fee that is calculated on the basis of the average net assets along the previous month for the «Classic» category of shares for each one of the sub-funds.

F. Form of the shares - Fractions of shares

<i>UCI's name</i>	<i>Form of the shares</i>	<i>Denomination of bearer certificates</i>	<i>Fractions</i>
BNP PORTFOLIO	Registered/bearer	1, 10, 50 or 100 shares	No
BNP FLOOR FUND	Registered/bearer	1, 10, 100, 1000 or 10.000 shares	No

BNP INVEST	Registered/bearer	1, 5, 20, 100, 500 and 1.000 shares	Yes (1)
BNP PROTECTED	Registered/bearer	1, 10, 100, 1000 or 10.000 shares	No
PARVEST Classic category	Registered/bearer	1, 10 and 100 shares	Yes (2)

(1) Fractions of shares up to three decimal places will only be issued for registered shares.

(2) Fractions of shares up to three decimal places will only be issued for registered shares and for bearer shares deposited on account with the Custodian Bank, either directly or through local intermediary banks.

G. Dividends

UCI's name

BNP PORTFOLIO	No distribution shares are offered
BNP FLOOR FUND	
BNP INVEST	
BNP PROTECTED	

The various types of shares of the absorbed companies will be exchanged against shares of the «Classic» category, PARVEST's capitalisation class of shares.

H. Time limit for placing Subscription, Redemption and Conversion orders - Time for payment

Following the merger the time limits for placing orders applying to PARVEST will prevail for all absorbed Sicavs.

Subscription, redemption and conversion lists will be closed as follows:

	<i>Time limits for receipt in Luxembourg</i>
BNP PORTFOLIO	D (12 noon) (1)
BNP FLOOR FUND	D (12 noon) (1)
BNP INVEST	D-1 (4 P.M.) (1)
BNP PROTECTED	D (12 noon) (1)
PARVEST	3 P.M. on the bank business day in Luxembourg preceding the day of calculation of the NAV

(1) D=the day on which the net asset value (the «NAV») is calculated.

The times set for payment of subscriptions and redemption are as follows:

	<i>Date for the settlement of subscription and redemption</i>
BNP PORTFOLIO	D+5 bank business days
BNP FLOOR FUND	D+5 business days
BNP INVEST	D+3 bank business days
BNP PROTECTED	D+5 business days
PARVEST	D+3 bank business days for subscription applications (1) D+3 business days for redemption applications

(1) The shares will normally only be issued once the Custodian Bank or the Distributor/Nominee has confirmed the actual cashing of the subscription price.

I. Frequency of calculation of the Net Asset Value

Following the merger, the frequency of calculation of the NAV applicable to PARVEST will apply to all absorbed Sicavs.

<i>UCI's name</i>	<i>Frequency of calculation of the NAV</i>
BNP PORTFOLIO	Weekly, on every Friday (1)
BNP FLOOR FUND	Twice a week: every Monday and Thursday (2)
BNP INVEST	Every Wednesday (1) + last day of every quarter (1)
BNP PROTECTED	Twice a week: every Monday and Thursday (3)

(1) being a bank business day in Luxembourg.

(2) being a bank business day in Luxembourg, Paris and Tokyo.

(3) being a bank business day in Luxembourg, Paris and New York for BNP Protected USA:

The absorbing PARVEST sub-funds:

<i>Absorbing Parvest sub-funds</i>	<i>Frequency of calculation of the NAV</i>
PARVEST CONSERVATIVE (EURO)	
PARVEST BALANCED (EURO)	
PARVEST BALANCED (USD)	
PARVEST BALANCED (CHF)	Every business day in Luxembourg
PARVEST PROTECTED JAPAN	
PARVEST PROTECTED USA	

J. Official listing on the Luxembourg Stock Exchange

<i>UCI's name</i>	<i>Official listing on the Luxembourg Stock Exchange</i>
BNP PORTFOLIO	Yes
BNP FLOOR FUND	No
BNP INVEST	No
BNP PROTECTED	No
PARVEST Classic	Yes

K. Independent Auditor, Business Year, Ordinary General Meeting

<i>UCI's name</i>	<i>Independent auditor</i>	<i>Business year</i>	<i>Ordinary General Meeting</i>
BNP PORTFOLIO	KPMG Audit	1st July - 30th June	4th Wednesday in October at 11.00 A.M.
BNP FLOOR FUND	PricewaterhouseCoopers	1st March - last day in February	Last Friday in June at 11.00 A.M.
BNP INVEST	PricewaterhouseCoopers	1st May - 30th April	Last Friday in August at 3.00 P.M.
BNP PROTECTED	PricewaterhouseCoopers	1st March - last day in February	Last Friday in June at 2.00 P.M.
PARVEST	PricewaterhouseCoopers	1st March - last day in February	3rd Thursday in June at 11.00 A.M.

L. Guarantee

The characteristics of the guarantee granted by BNP Paribas S.A. for the absorbed and absorbing sub-funds are identical except for the following points:

a) Maximum size of the sub-funds:

The maximum size for the sub-funds is fixed at 180,000 shares for the Parvest Protected USA and Parvest Protected Japan sub-funds, whereas the maximum size for the BNP Protected USA and BNP Protected Japan is respectively fixed at USD 200,000,000 and JPY 20,000,000,000.

b) Threshold in force:

- The threshold in force for the Parvest Protected Japan sub-fund as at the date of the merger corresponds to the highest threshold in force among the various classes of shares in the BNP Floor Fund Japan applicable on the day of the merger into Parvest.

- The threshold in force for the Parvest Protected USA sub-fund as at the date of the merger corresponds to the highest threshold in force among the various classes of shares in the BNP Protected USA applicable on the day of the merger into Parvest.

IV. Exchange ratio and transfer of the assets of the absorbed companies

A. BNP PORTFOLIO

The assets of the BNP PORTFOLIO sub-funds will be transferred to the respective PARVEST sub-funds below in exchange for shares:

BNP PORTFOLIO	PARVEST
BNP PORTFOLIO Conservative	PARVEST CONSERVATIVE (EURO)
BNP PORTFOLIO Harmony	PARVEST BALANCED (USD)

The exchange ratio will be based on the respective NAV of the absorbed subfunds of BNP PORTFOLIO and of the absorbing sub-funds of PARVEST at the time of the merger.

B. BNP FLOOR FUND

The assets of the BNP FLOOR FUND will be transferred to the following PARVEST sub-fund («Classic» category, a capitalisation class) in exchange for shares:

BNP FLOOR FUND	PARVEST
A Class of BNP FLOOR FUND JAPAN	PARVEST PROTECTED JAPAN
C Class of BNP FLOOR FUND JAPAN	

The absorbing PARVEST sub-fund will be launched at the time of the merger, the exchange ratios will be determined as follows:

- the shareholders of the class of BNP Floor Fund Japan which net asset value is the lowest will receive in exchange for one share in that class, one share in Parvest Protected Japan.

- for the shareholders of the two other classes of BNP Floor Fund Japan, an exchange ratio based on the lowest net asset value among the three classes of shares of the absorbed sub-fund (i.e., the initial net asset value of Parvest Protected Japan) will be applied.

C. BNP INVEST

The assets of the BNP INVEST sub-fund will be transferred to the following PARVEST sub-funds in exchange for shares:

BNP INVEST	PARVEST
BNP INVEST EUR	PARVEST BALANCED (EURO)

BNP INVEST CHF PARVEST BALANCED (CHF)

BNP INVEST USD PARVEST BALANCED (USD)

The exchange ratio will be determined on the basis of the respective NAV of the absorbed sub-funds of BNP INVEST and of the absorbing sub-funds of PARVEST at the time of the merger.

D. BNP PROTECTED

The assets of the BNP PROTECTED sub-fund will be transferred to the following PARVEST sub-fund in exchange for shares:

BNP PROTECTED	PARVEST
A Class of BNP PROTECTED USA	
B Class of BNP PROTECTED USA	PARVEST PROTECTED USA
C Class of BNP PROTECTED USA	

The absorbing PARVEST sub-fund will be launched at the time of the merger, and the exchange ratios will be determined as follows:

- the shareholders of the class of BNP Protected USA which net asset value is the lowest will receive in exchange for one share in that class, one share in Parvest Protected USA.
- for the shareholders of the two other classes of BNP Protected USA, an exchange ratio based on the lowest net asset value among the three classes of shares of the absorbed sub-fund (i.e., the initial net asset value of Parvest Protected USA) will be applied.

V. Dates of effect

The date when the merger will take effect, i.e., become effective (hereafter the «effective date») following approval of the present merger project by the shareholders, is fixed as follows:

- on 17 January 2003 for the merger of BNP PORTFOLIO into PARVEST;
- on 24 January 2003 for the merger of BNP FLOOR FUND into PARVEST;
- on 24 January 2003 for the merger of BNP INVEST into PARVEST;
- on 17 January 2003 for the merger of BNP PROTECTED into PARVEST,

or such other date as may be determined by the shareholders of the absorbed companies.

The shares of BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST and BNP PROTECTED will be cancelled following the merger.

As at the effective date, all the assets of BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST and BNP PROTECTED will be deemed transferred to PARVEST for the account of the corresponding sub-funds of PARVEST mentioned above.

From the accounting standpoint, the merger will be considered as implemented on 17 January, respectively on 24 January 2003 or at such other date as may be determined by the shareholders of the absorbed companies; from that date on, operations will be carried out for the account of the absorbing company.

VI. Miscellaneous

a) Independent experts

The Boards of Directors have decided to appoint Fiduciaire Billon, S.à r.l., 398, route d'Esch in L-1025 Luxembourg; in a capacity as independent expert for the merger in application of Article 266 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as subsequently amended (the «Law»).

b) Decisions of the Boards of Directors

The present merger project has been approved on 12 August 2002 by the Boards of Directors of BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST and BNP PROTECTED, and on 20 February 2002 by that of PARVEST.

c) Extraordinary General Meetings

- BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST and BNP PROTECTED

The Extraordinary General Meetings of shareholders of the absorbed companies will be convened for the purpose of debating on the merger project and of approving the same. Inasmuch as those Extraordinary General Meetings have failed to reach the conditions of quorum required by Article 67-1 of the law on commercial companies, new Extraordinary General Meetings will need to be convened in order to approve the merger project without attaining such quorum.

- PARVEST

In accordance with Article 264 of the law on commercial companies, approval of the merger by the Extraordinary General Meeting of the absorbing company is not necessary unless one or more shareholders of PARVEST holding at least 5% of the shares of the subscribed capital of PARVEST request, on the morrow of the holding of the Extraordinary General Meetings of the absorbed companies at the latest, that an Extraordinary General Meeting be convened for the purpose of deciding on the approval of the merger.

d) Costs, expenses and charges

Except for the usual remuneration to which are entitled the independent experts and independent auditors of the companies taking part in the merger, no special advantage will be allocated either to the independent experts or to the members of the Boards of Directors or to the independent auditors of the companies taking part in the merger.

The expenses, costs, fees, compensations and charges resulting from the present deed will be provisioned or borne by the BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST and BNP PROTECTED Sicavs in proportion to the net assets of their various sub-funds on the day of publication of the merger project, or on the day where such costs appear if unknown on the date of publication of the merger project.

e) Rights of the shareholders

For a period of one month prior to the Extraordinary General Meeting called for the purpose of deciding on the merger project, any shareholder will be entitled to take cognisance, at the registered office, of such documents as are listed in Article 267 (1) of the law on commercial companies, and to apply for the redemption of his shares, without any unloading duty, fee or commission being charged.

The shares of the absorbing company newly issued following the merger will be entitled to benefit from the same rights as already existing shares, and will take part as such in the profits as of the effective date.

No shareholder of the absorbed companies will have the benefit of any special rights, and no securities other than shares will be issued.

f) Exchange stamping of certificates

The registered shareholders of BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST and BNP PROTECTED will automatically be recorded in the PARVEST register of shareholders, and confirmations of shares corresponding to registered shares will be sent to all the registered shareholders of BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST and BNP PROTECTED, confirming their new participating interest in PARVEST.

Upon express written request from the shareholders within thirty days from the effective date, certificates for registered shares of PARVEST will be delivered free of charge by PARVEST's Transfer Agent, BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch, to the shareholders of BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST and BNP PROTECTED.

Following the merger the holders of bearer certificates of BNP PORTFOLIO, BNP FLOOR FUND, BNP INVEST and BNP PROTECTED must deposit their certificates for shares with BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch, for the purpose of exchanging/stamping the same.

Any fraction resulting from the exchange ratio will be dealt with as follows:

a) for registered shares and for bearer shares deposited on account with the Custodian Bank, either directly or via local intermediary banks, shareholders will be allocated fractions of shares up to three decimal places.

Any possible positive balance resulting from the merger will be reimbursed to the relevant shareholder unless such amount is lower than EUR 15.- or their equivalent. Any amounts not paid out will remain in the absorbing sub-fund.

b) holders of bearer shares other than those deposited on account with the Custodian Bank will be allocated a number of full shares, any possible balance being reimbursed to the relevant shareholder.

Any possible positive balance resulting from the merger will be reimbursed to the relevant shareholder unless such amount is lower than EUR 15.- or their equivalent. Any amounts not paid out will remain in the absorbing sub-fund.

A subsequent publication will indicate the results of the merger and in particular the exchange ratios and methods chosen.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French, followed by an English translation; on request of the same persons and in case of any difference between the French and the English text, the French text shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surname, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed.

Signé: J. Léomant, H. Grommes, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 30 octobre 2002, vol. 422, fol. 84, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 30 octobre 2002.

H. Hellinckx.

(80199/242/828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2002.

GORGES DU LOUP S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 60.393.

Le siège de la société GORGES DU LOUP S.A., sise au 73, Côte d'Eich à L-1450 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg sous le numéro B 60.393, a été dénoncé avec effet immédiat par son agent domiciliaire.

Les administrateurs et le commissaire aux comptes ont démissionné de leurs fonctions avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2002.

Pour publication et réquisition

FIRST TRUST S.A. (LUXEMBOURG)

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 2002, vol. 574, fol. 99, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73078/751/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

SIGMA TAU INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 40.824.

L'an deux mille deux, le vingt-neuf octobre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SIGMA TAU INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 6, avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B numéro 63.626.

constituée suite à un acte de scission reçu par le notaire soussigné en date du 3 mars 1998, publié au Mémorial C - 1998, page 20562,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire en date du 1^{er} juin 2001, publié au Mémorial C de 2001, page 57742,

avec un capital social actuel de EUR 721.000,- (sept cent vingt et un mille euros), divisé en 14.000 (quatorze mille) actions d'une valeur nominale de EUR 51,5 (cinquante et un euros cinquante cents) chacune.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Pierre Verlaine, employé privé, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne Watteyne, employée privée, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutateur Madame Laure Paklos, employée privée, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les 14.000 (quatorze mille) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1) Présentation:

A: du projet de fusion daté du 20 septembre 2002, prévoyant l'absorption de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SIGMA TAU FINANCE INTERNATIONAL S.A., avec siège social à Luxembourg, 6, avenue Pasteur, [la société absorbée], par notre Société, la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de la société absorbée à notre Société, ledit projet de fusion annexé à la convocation ayant été publié au Mémorial, Recueil C no 1410 en date du 28 septembre 2002, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée;

B: des rapports écrits des conseils d'administration des sociétés fusionnantes, datés du 18 septembre 2002, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange, et

C: du rapport écrit daté de l'expert indépendant, le réviseur d'entreprises AACO, S.à r.l., ayant son siège social à Frisange, 43, parc Lésigny, désigné par ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, présidente de la chambre commerciale.

2) Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

3) Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par absorption de la sociétés absorbée par notre Société, aux conditions prévues par le projet de fusion, et plus particulièrement à ce sujet,

en échange de la totalité du transfert des actifs et passifs de la société absorbée, sans exception ni réserve, augmentation de capital d'un montant de EUR 5.729.066,- (cinq millions sept cent vingt-neuf mille soixante-six euros)

pour porter le capital social de son montant actuel de EUR 721.000,- (sept cent vingt et un mille euros) à EUR 6.450.066,- (six millions quatre cent cinquante mille soixante-six euros),

par l'émission de 111.244 (cent onze mille deux cent quarante-quatre) actions nouvelles d'une valeur nominale EUR 51,5 (cinquante et un euros cinquante cents), augmentées d'une prime de fusion d'un montant total de EUR 34.526.838,05 (trente-quatre millions cinq cent vingt-six mille huit cent trente-huit euros cinq cents).

Les 111.244 (cent onze mille deux cent quarante-quatre) actions nouvelles émises en échange de la totalité du transfert des actifs et passifs de la société absorbée, sans exception ni réserve, sont à attribuer aux actionnaires de la société absorbée dans le rapport d'échange de 4,6352 actions nouvelles de notre société pour chaque action de la société absorbée, sans aucune soulte, le conseil d'administration avisant équitablement en cas de rompus, et les actions de la société absorbée seront annulées.

4) Modification de l'article 5 des statuts pour l'adapter aux décisions prises.

5) Constatation de la réalisation de la fusion à la date de la tenue de l'assemblée générale des actionnaires de notre Société approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour. Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité et par vote séparé, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des actionnaires constate que le conseil d'administration lui a présenté:

A: le projet de fusion daté du 20 septembre 2002, prévoyant l'absorption de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SIGMA TAU FINANCE INTERNATIONAL S.A., avec siège social à Luxembourg, 6, avenue Pasteur, [la société absorbée], par notre Société, la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de la société absorbée à notre Société, ledit projet de fusion annexé à la convocation ayant été publié au Mémorial, Recueil C no 1410 en date du 28 septembre 2002, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée,

et dont une copie reste annexée, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, au présent acte;

B: les rapports écrits des conseils d'administration des sociétés fusionnantes, datés du 18 septembre 2002, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange.

Ces rapports, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, resteront annexés au présent acte;

C: le rapport écrit daté de l'expert indépendant, le réviseur d'entreprises AACO, S.à r.l., ayant son siège social à Frisange, 43, parc Lésigny, désigné par ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, présidente de la chambre commerciale.

Le rapport du réviseur d'entreprises conclut comme suit:

«Sur base du travail effectué tel que décrit ci-dessus, nos conclusions sont les suivantes:

- Les méthodes d'évaluation retenues par les conseils d'administrations des sociétés fusionnant sont adéquates dans les circonstances telles que décrites par les administrateurs.

- La parité d'échange calculée est pertinente et raisonnable étant donné les circonstances.»

Le rapport, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, reste annexé au présent acte ensemble avec l'ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale, dont question ci-avant.

L'assemblée, réunissant l'ensemble des actionnaires, déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de notre Société.

Deuxième résolution

L'assemblée approuve le projet de fusion et décide de réaliser la fusion par absorption de la société absorbée par notre Société, aux conditions prévues par le projet de fusion, et plus particulièrement à ce sujet, en échange de la totalité du transfert des actifs et passifs de la société absorbée, sans exception ni réserve,

elle décide d'augmenter le capital d'un montant de EUR 5.729.066,- (cinq millions sept cent vingt-neuf mille soixante-six euros),

pour porter le capital social de son montant actuel de EUR 721.000,- (sept cent vingt et un mille euros) à EUR 6.450.066,- (six millions quatre cent cinquante mille soixante-six euros),

par l'émission de 111.244 (cent onze mille deux cent quarante-quatre) actions nouvelles d'une valeur nominale EUR 51,5 (cinquante et un euros cinquante cents), augmentées d'une prime de fusion d'un montant total de EUR 34.526.838,05 (trente-quatre millions cinq cent vingt-six mille huit cent trente-huit euros cinq cents).

et d'attribuer les 111.244 (cent onze mille deux cent quarante-quatre) actions nouvelles de notre Société aux actionnaires de la société absorbée, sans soulte, en appliquant le rapport d'échange suivant:

- 4,6352 actions de la société absorbante pour chaque action de la société absorbée, le conseil d'administration avisant équitablement en cas de rompus,

les nouvelles actions étant à attribuer, conformément au et suivant les dispositions du projet de fusion, aux actionnaires de la société absorbée contre l'apport de l'universalité des actifs et passifs sans exception ni réserve de cette société absorbée plus amplement décrit dans le rapport du réviseur d'entreprises dont question ci-avant et annexé au présent acte, et l'annulation pure et simple des actions de la société absorbée.

Troisième résolution

L'assemblée, suite à ce qui précède, décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital souscrit est fixé à EUR 6.450.066,- (six millions quatre cent cinquante mille soixante-six euros), représenté par 125.244 (cent vingt-cinq mille deux cent quarante-quatre) actions d'une valeur nominale de EUR 51,5 (cinquante et un euros cinquante cents) chacune, entièrement libérées».

Déclaration

En conformité avec l'article 271 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, le notaire soussigné déclare avoir vérifié et certifié l'existence de la légalité des actes et formalités incombant à la société absorbante (notre Société) et du projet de fusion.

Quatrième résolution

Vu l'approbation de la fusion par la société absorbée, l'assemblée constate la réalisation de la fusion à la date de la tenue de la présente assemblée générale approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société au présent acte, est estimé à EUR 11.950,-. Les parties déclarent que l'opération de fusion visée par le présent acte est faite en exonération du droit d'apport conformément à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: J.P. Verlaine, C. Watteyne, L. Paklos, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2002, vol. 136S, fol. 87, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2002.

J. Delvaux.

(80841/208/144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2002.

BUSINESS IMAGE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R. C. Luxembourg B 66.582.

Extrait de la décision du Gérant du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Monsieur Ghislain Bonduel, Gérant, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication

Extrait sincère et conforme

BUSINESS IMAGE, S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73061/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

IMERIS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 72.970.

Les comptes annuels aux 31 décembre 2001 et 2000, enregistrés à Luxembourg, le 3 octobre 2002, vol. 575, fol. 5, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2002**Conseil d'Administration*

Le Conseil d'Administration en fonction pendant l'exercice 2002 est composé comme suit:

- Mangen Fons, Réviseur d'Entreprises, 147, rue de Warken, L-9088 Ettelbruck;

- Reuter-Bonert Carine, Employée Privée, 5, rue des Champs, L-3332 Fennange;

- Antoine Jean-Hugues, Comptable, 19, rue du Faing, B-6810 Jamoigne.

Commissaire aux Comptes

Le Commissaire aux Comptes en fonction pendant l'exercice 2002 est M. Maqua Dominique, Comptable, demeurant à 2, rue Grande, B-6767 Torgny.

Répartition du résultat de l'exercice

L'assemblée générale a décidé le report à nouveau de l'intégralité de la perte de EUR 7.495,45 pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2001.

F. Mangen

Administrateur

(73183/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

CONFY INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 66.830.

—
Extrait de la décision de la Gérante du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 2 des statuts, Madame Xénia Photiou, Gérante, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
CONFY INVESTMENTS, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73062/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

COSYHOME, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 83.296.

—
Extrait de la décision des Gérants du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Monsieur Friedrich Krulik, Monsieur Georg Krulik et Madame Franziska Krulik, Gérants, décident de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
COSYHOME, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73063/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

BOULANGER PENSIOEN B.V.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 53.225.

—
Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2002, vol. 574, fol. 49, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2002.
BOULANGER PENSIOEN B.V.
Signatures

(73199/694/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

BOULANGER PENSIOEN B.V.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 53.225.

—
Le bilan au 18 novembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2002, vol. 574, fol. 49, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2002.
Le Liquidateur
Signatures

(73200/694/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

IDC IDEM-DITO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 85.329.

—
Extrait de la décision de la Gérante du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Madame Joëlle Istaz, Gérante, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
IDC IDEM-DITO, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73064/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

FIDUCIAIRE JEAN-MARC FABER & CIE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 60.219.

—
Extrait de la décision du Gérant du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Monsieur Jean-Marc Faber, Gérant, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
FIDUCIAIRE JEAN-MARC FABER & CIE, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73065/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

FINANCIERE AKO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 59.519.

—
Les comptes annuels aux 31 mars 2002 et 2001, enregistrés à Luxembourg, le 3 octobre 2002, vol. 575, fol. 5, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 septembre 2002

Conseil d'Administration

L'assemblée générale a décidé de renouveler le mandat des administrateurs pour une durée de six ans. Suite à cette décision, le Conseil d'Administration en fonction pendant l'exercice 2002/2003 est composé comme suit:

- Mangen Fons, Réviseur d'Entreprises, 147, rue de Warken, L-9088 Ettelbruck
- Reuter-Bonert Carine, Employée Privée, 5, rue des Champs, L-3332 Fennange
- Antoine Jean-Hugues, Comptables, demeurant au 19, rue du Faing, B-6810 Jamoigne

Commissaire aux Comptes

L'assemblée générale a décidé de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes pour une durée de six ans. Le Commissaire aux Comptes en fonction pendant l'exercice 2002/2003 est Maqua Dominique, Comptable, demeurant au 2, rue Grande, B-6767 Torgny.

Répartition du résultat de l'exercice

L'assemblée générale a décidé le report de l'intégralité du bénéfice de EUR 984.546,66 pour l'exercice se terminant le 31 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Mangen
Administrateur

(73263/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

LE POINT FILM AND TV PRODUCTIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 71.403.

—
Extrait de la décision du Gérant du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Monsieur Konstantinos Dorlis, Gérant, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
LE POINT FILM AND TV PRODUCTIONS, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73066/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

M.D.S. MICHAEL DORY STATION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 77.136.

—
Extrait de la décision du Gérant du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 2 des statuts, Monsieur Michaël Dory, Gérant, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
M.D.S. MICHAEL DORY STATION, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73067/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

SOCFIN INDUSTRIAL DEVELOPMENT «SOCFINDE», Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.
R. C. Luxembourg B 9.571.

Constituée en date du 18 mai 1971 suivant acte reçu par M^e Carlo Funck, publié au Mémorial C 140 du 30 septembre 1971.

Statuts modifiés en date du 11 juin 1987 suivant acte reçu par M^e Jacques Delvaux, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, publiés au Mémorial C 199 du 5 juillet 1987.

Statuts modifiés suivant acte reçu par M^e Jacques Delvaux, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette:

- en date du 21 décembre 1994 publiés au Mémorial C n° 217 du 19 mai 1995,
- en date du 22 mai 1996, publiés au Mémorial C n° 428 du 2 septembre 1996,
- en date du 28 avril 1998, publiés au Mémorial C n° 550 du 28 juillet 1998.

Statuts modifiés le 9 novembre 1999, publié au Mémorial C n° 66 du 20 janvier 2000.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 18 juin 2002

2. Modification de la composition du Conseil d'Administration

Monsieur Daniel-Louis Deleau prenant sa retraite, le Conseil décide de coopter Monsieur Marc Hubert qui achèvera le mandat en cours.

De ce fait, la signature de Monsieur Hubert sera déposée auprès des organismes bancaires et sera valable conjointement avec celle d'un autre administrateur.

le Conseil d'Administration
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2002, vol. 575, fol. 6, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73292/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

MEDIATAINMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 86.848.

—
Extrait de la décision du Gérant du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Monsieur Michel Welter, Gérant, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
MEDIATAINMENT, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73068/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

PHONETURBO LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 87.983.

—
Extrait de la décision du Gérant du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 5 des statuts, Monsieur Gilles Lapeyre, Gérant, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
PHONETURBO LUXEMBOURG, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73070/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

DU LOUP S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 60.286.

—
Le siège de la société DU LOUP S.A., sise au 73, Côte d'Eich à L-1450 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg sous le numéro B 60.286, a été dénoncé avec effet immédiat par son agent domiciliaire.

Les administrateurs et le commissaire aux comptes ont démissionné de leurs fonctions avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2002.

Pour publication et réquisition
FIRST TRUST S.A. (LUXEMBOURG)
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 2002, vol. 574, fol. 99, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73079/751/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

SOFIL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 63.309.

—
Les comptes annuels, la proposition d'affectation du résultat ainsi que l'affectation du résultat au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 4 octobre 2002, vol. 575, fol. 11, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(73267/043/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

PJL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 86.785.

—
Extrait de la décision du Gérant du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Monsieur Philippe Levine, Gérant, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
PJL, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73071/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

TERRE D'IMAGES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée .

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 88.515.

—
Extrait de la décision du Gérant du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Monsieur Daniel Philippe, Gérant, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication
Extrait sincère et conforme
TERRE D'IMAGES, S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73072/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

APROVIA GROUP HOLDING, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 38-40, rue Sainte Zithe.
R. C. Luxembourg B 87.080.

—
Il résulte d'une décision circulaire des associés de la Société qu'est nommé au conseil de gérance de la Société: Monsieur Philippe Santini, demeurant 10, rue Maître Jacques, 92100 Boulogne-Billancourt, France, avec effet au 7 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2002.

Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2002, vol. 575, fol. 2, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73095/250/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

WATTWILER ANLAGENGESELLSCHAFT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 68.410.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R. P. Pels.

(73165/724/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

VL-CONCEPT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 89.053.

—
Extrait de la décision du Gérant du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Monsieur Vincent Le Roy, Gérant, décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication

Extrait sincère et conforme

VL-CONCEPT, S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73073/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

WILLBURN CONSULTING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 88.518.

—
Extrait de la décision des Gérants du 2 septembre 2002

En conformité avec l'article 4 des statuts, Monsieur Jean-Marc Theis et Madame Sabine Martin, Gérants, décident de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 18, rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, avec effet au 14 octobre 2002.

Pour réquisition et publication

Extrait sincère et conforme

WILLBURN CONSULTING, S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002, vol. 574, fol. 88, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73074/780/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

RETAIL INVESTORS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 69.563.

—
Les comptes annuels aux 31 décembre 2001 et 2000, enregistrés à Luxembourg, le 3 octobre 2002, vol. 575, fol. 5, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Mangel

Administrateur

(73177/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2002.

GIORI S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 85.147.

—
Suite au transfert de siège de la société GIORI S.A., la convention de domiciliation entre les sociétés SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. et cette société a été résiliée d'un commun accord avec effet immédiat en date du 9 juillet 2002.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2002.

Pour la société

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2002, vol. 574, fol. 100, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(73129/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2002.

SEB INVEST SELECT AMERICA, Fonds Commun de Placement.—
AUFLÖSUNG

Die Verwaltungsgesellschaft SEB INVEST LUXEMBOURG S.A. teilt mit, dass das Sondervermögen SEB INVEST SELECT AMERICA mit Wirkung zum 31. Oktober 2002 aufgelöst wurde.

Der Liquidationserlös beträgt EUR 18,14 je Anteil, der unter die Anteilinhaber des Sondervermögens nach deren Anspruch verteilt wird.

Luxemburg, im November 2002.
(04848/255/10)

SEB INVEST LUXEMBOURG S.A.

CENTRE POIDS LOURDS LUXEMBOURGEOIS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5888 Alzingen, 580, route de Thionville.
R. C. Luxembourg B 73.917.

—
RECTIFICATIF

A la page 73589 du Mémorial C N° 1534 du 24 octobre 2002, il y a lieu de lire: Le bilan au 31 décembre 2001. (04849/xxx/8) .

FRANKLIN TEMPLETON INVESTMENT FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 35.177.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the «Meeting») of FRANKLIN TEMPLETON INVESTMENT FUNDS (the «Company») will be held at the registered office of the Company on *November 29, 2002* at 11.00 a.m., with the following agenda:

Agenda:

- Presentation of the Report of the Board of Directors;
- Presentation of the Report of the Auditors;
- Approval of the Financial Statements of the Company for the accounting year ended June 30, 2002;
- Discharge of the Board of Directors;
- Re-election of the following nine present Directors: Messrs Charles E. Johnson, The Honorable Nicholas F. Brady, Martin L. Flanagan, His Grace The Duke of Abercorn KG James Hamilton, Mark G. Holowesko, The Right Reverend Michael A. Mann, Gregory E. McGowan, Richard Frank and Dr J.B. Mark Mobius;
- Appointment of Messrs David E. Smart, Trevor Trefgarne and James Hung as Directors;
- Re-election of PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., as Auditors;
- Approval of the payment of dividends for the accounting year ended June 30, 2002;
- Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting arrangements

Holders of Registered Shares who cannot attend the Meeting may vote by proxy by returning the Form of Proxy sent to them to the offices of FRANKLIN TEMPLETON INTERNATIONAL SERVICES S.A., 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, not later than November 22, 2002 at 5.00 p.m.

Holders of Bearer Shares who wish to attend the Meeting or vote at the Meeting by proxy should deposit their Share certificates with J.P. MORGAN BANK LUXEMBOURG S.A., 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, no later than November 20, 2002 at 5.00 p.m. The Shares so deposited will remain blocked until the day after the Meeting.

Venue of the Meeting

Shareholders are hereby advised that the Meeting may be held at such other place in Luxembourg than the registered office of the Company if exceptional circumstances so require in the absolute and final judgment of the Chairman of the Meeting. In such latter case, the Shareholders present at the registered office of the Company on November 29, 2002, at 11.00 a.m., will be duly informed of the exact venue of the Meeting, which will then start at 12.00 p.m.

To attend the Meeting, Shareholders shall be present at the registered office of the Company at 10.30 a.m.

Please note that all references to time in this notice means Luxembourg time.

DEXIA PATRIMONIAL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 46.235.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 novembre 2002 à 12.30 heures, au siège social de la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur le suivant

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets au 30 juin 2002, affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Annuelle et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE à LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (04736/755/22)

Le Conseil d'Administration.

DEXIA EQUITIES L, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 47.449.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 novembre 2002 à 13.00 heures, en l'hôtel de la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 juin 2002;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets au 30 juin 2002, affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Annuelle et les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (04738/755/23)

Le Conseil d'Administration.

O.R. INFO, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 73.086.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 16 décembre 2002 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales

L'assemblée générale ordinaire du 24 juin 2002 n'a pas pu délibérer sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 16 décembre 2002 délibérera quelle que soit la portion du capital représentée.

I (04793/534/14)

Le Conseil d'Administration.

DEXIA PROTECTED, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 novembre 2002 à 14.00 heures, au siège social de la société, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur le suivant

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets au 30 juin 2002, affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Annuelle et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (04739/755/21)

Le Conseil d'Administration.

VARIUS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 30.661.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 29 novembre 2002 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises.
3. Examen et approbation des comptes annuels au 30 septembre 2002.
4. Décharge à donner aux Administrateurs.
5. Affectation du résultat.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'assemblée générale ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

I (04769/584/21)

Le Conseil d'Administration.

VASI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 68.334.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 novembre 2002 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2002, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2002.
4. Décision sur la continuation de l'activité la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

I (04852/005/16)

Le Conseil d'Administration.

HSBC GLOBAL INVESTMENT FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 25.087.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on *November 29, 2002* at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at July 31, 2002; allocation of the net results
3. Discharge to the Directors
4. Statutory Appointments
5. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

In order to attend the Meeting the owners of bearer shares have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the offices of DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (04791/755/22)

The Board of Directors.

OFFICE SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 5, Z.I. Bombicht.
R. C. Luxembourg B 6.509.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *29 novembre 2002* à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Approbation des comptes Annuels au 31 décembre 2001 et affectation du résultat.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Elections.
5. Divers

I (04834/000/15)

Le Conseil d'Administration.

DAVIS FUNDS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 49.537.

We have the pleasure of inviting you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders, which will be held on *November 28, 2002* at 11.00 a.m. at the registered office at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Auditors.
2. Approval of the balance sheet, the profit and loss account as of July 31, 2002 and the allocation of the net profits.
3. Discharge to be granted to the Directors for the financial year ended July 31, 2002.
4. Re-election of the Directors and of the Auditors for the ensuing year.
5. Any other business which may be properly brought before the meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required, and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

I (04850/755/19)

By order of the Board of Directors.

APONE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 53.643.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE

des Actionnaires de notre société qui se tiendra au siège social en date du *22 novembre 2002* à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes concernant l'année financière se terminant au 31 décembre 2001;
2. Approbation du bilan concernant l'année mentionnée ci-dessus et affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Question de la dissolution de la société conformément à l'application de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée;
5. Divers.

I (04851/000/18)

LACUNA SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.

H. R. Luxembourg B 74.776.

Die Aktionäre der LACUNA SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 19. November 2002 um 15.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. Juni 2002 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2002 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefaßt.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, daß die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muß der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Luxemburg, im Oktober 2002.

II (04647/755/25)

*Der Verwaltungsrat.***INTESA LUXEMBOURG FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 77.033.

Messieurs les actionnaires sont informés qu'une impossibilité technique a empêché la tenue d'une assemblée générale extraordinaire de Intesa Luxembourg Fund, Sicav prévue le 21 octobre dernier. Dès lors, les actionnaires sont invités à prendre part à une assemblée, contenant le même ordre du jour, laquelle se tiendra en date du 18 novembre 2002.

Messieurs les actionnaires sont avisés que le Conseil d'administration a décidé le 20 juin 2002 de proposer aux actionnaires de fusionner la Société avec Luxicav, (une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois dont le siège social est situé à la même adresse) laquelle absorbera intégralement Intesa Luxembourg Fund, Sicav. Les Conseils d'administration des deux sociétés sont d'avis que cette fusion permettra de rationaliser la gestion du portefeuille clientèle des promoteurs communs. D'autre part, l'offre globale et la diversification des investissements sera étendue.

Au terme de cette fusion, Intesa Luxembourg Fund, Sicav sera dissoute et Luxicav aura la structure suivante:

Luxicav-Azionario

Luxicav-Obbligazionario

Luxicav-Breve Termine

Luxicav-Azionario Italia

Luxicav-Equilibrio

Les principaux changements ou caractéristiques induits par la fusion seront les suivants:

* Luxicav-Azionario / Luxicav-Obbligazionario

Luxicav-Azionario (anciennement Luxicav-Croissance Plus) résulte de l'absorption de l'actif et du passif du compartiment Intesa Luxembourg Fund, Sicav-Azionario, tandis que Luxicav-Obbligazionario (anciennement Luxicav-Conservateur) résulte de l'absorption de l'actif et du passif du compartiment Intesa Luxembourg Fund, Sicav-Obbligazionario.

La nouvelle politique d'investissement de ces deux compartiments est décrite dans le projet de prospectus disponible au siège social de la Sicav.

* Luxicav-Breve Termine/Luxicav-Azionaria Italia

Ces deux compartiments résultent du transfert de l'actif et le passif des compartiments Intesa Luxembourg Fund, Sicav-Breve Termine et Intesa Luxembourg Fund, Sicav-Azionario Italia dans la nouvelle structure sous une nouvelle dénomination.

Leur politique d'investissement est décrite dans le projet de prospectus disponible au siège social de la Sicav.

* Luxicav-Equilibrio

Luxicav-Equilibrio (anciennement Luxicav-Equilibre) résulte du transfert de l'actif et le passif du compartiment Luxicav-Mixed.

La nouvelle politique d'investissement de ce compartiment est également décrite dans le projet de prospectus disponible au siège social de la Sicav.

Les compartiments susmentionnés seront redevables d'une commission de conseil comme suit:

- Luxicav-Azionario: 1,00% des actifs nets moyens p.a.
- Luxicav-Obbligazionario: 0,60% des actifs nets moyens p.a.
- Luxicav-Breve Termine: 0,50% des actifs nets moyens p.a.
- Luxicav-Azionario Italia: 1,25% des actifs nets moyens p.a.
- Luxicav-Equilibrio: 0,80% des actifs nets moyens p.a.

En contrepartie de la transmission universelle des avoirs de Intesa Luxembourg Fund, Sicav ainsi que du compartiment fusionnant Luxicav-Mixed de Luxicav, celle-ci émettra et attribuera aux actionnaires des compartiments de Intesa Luxembourg Fund, Sicav ainsi qu'aux actionnaires du compartiment fusionnant Luxicav-Mixed de Luxicav un nombre d'actions au sein des compartiments correspondants de Luxicav proportionnel aux actifs nets apportés à ces compartiments.

Des fractions d'action (au millième) pourront être émises.

En conséquence, Messieurs les actionnaires sont invités à prendre part à une assemblée générale extraordinaire de la Société qui se tiendra le 18 novembre 2002 à 16.00 heures au siège social de la Sicav et dont l'ordre du jour sera le suivant:

Approbation de la fusion de la Société avec Luxicav.

En particulier, les actionnaires, après avoir entendu:

le rapport du Conseil d'administration expliquant et justifiant le projet de fusion publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations et déposé au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg-ville et le rapport de vérification préparé par ERNST & YOUNG S.A. agissant en tant qu'expert indépendant concernant la fusion des deux sociétés, sont amenés à:

- approuver le projet de fusion.
- approuver la fusion des compartiments de Intesa Luxembourg Fund, Sicav avec certains compartiments de Luxicav selon les dispositions prévues dans le projet de fusion par le transfert des actifs et passifs respectifs avec effet à la date effective de la fusion. L'échange des actions se basera sur la parité calculée par rapport aux valeurs nettes d'inventaire des compartiments concernés des deux sociétés déterminées le 18 novembre 2002, date effective de la fusion.
- décider le transfert de l'actif et du passif des compartiments Intesa Luxembourg Fund, Sicav-Breve Termine et Intesa Luxembourg Fund, Sicav-Azionario Italia dans la nouvelle structure de Luxicav sous leur nouvelle dénomination.
- décider l'annulation de toutes les actions de Intesa Luxembourg Fund, Sicav ainsi que sa dissolution.

Les documents ci-dessous sont disponibles pour consultation au siège de la Sicav aux heures d'ouverture normales des bureaux et des copies peuvent y être obtenues sans frais.

- le projet de fusion;
- les rapports annuels arrêtés au 30 septembre 2000 et 2001 pour Luxicav et au 31 décembre 2000 et 2001 pour Intesa Luxembourg Fund, Sicav;
- les états comptables des deux sociétés arrêtés au 6 août 2002 pour Luxicav et au 5 août 2002 pour Intesa Luxembourg Fund, Sicav;
- les procès-verbaux des réunions des Conseils d'administration des deux sociétés;
- le rapport d'examen du projet de fusion établi par ERNST & YOUNG S.A.;
- le prospectus actuel de Luxicav.

Les actionnaires qui s'opposeraient à cette fusion peuvent demander le remboursement sans frais de leurs actions à dater du présent avis jusqu'à la valeur nette d'inventaire du 18 novembre 2002.

Les décisions sur les points portés à l'ordre du jour ne pourront être prises que si plus de la moitié des actions sont présentes ou représentées et qu'au moins deux tiers des voix des actions présentes ou représentées se prononcent en faveur de telles décisions.

Au cas où le quorum ne serait pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée dans les délais fixés par la loi. Cette assemblée pourra délibérer quel que soit le nombre d'actions représentées et les décisions pourront être prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées.

Pour pouvoir participer à cette assemblée, les actionnaires doivent présenter leurs actions cinq jours francs au moins avant la date de l'assemblée au siège social des sociétés.

THIRA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 13.498.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 18 novembre 2002 à 11.30 heures à Luxembourg, 16, allée Marconi, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la société
 2. Nomination d'un liquidateur et fixation de ses pouvoirs.
- II (04696/504/12)
-

PARTIBEL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R. C. Luxembourg B 35.679.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 novembre 2002 à 15.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2001
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- nominations statutaires
- divers.

II (04698/000/17)

Le Conseil d'Administration.

VERICON HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R. C. Luxembourg B 29.058.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 novembre 2002 à 10.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2001
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers.

II (04699/000/16)

Le Conseil d'Administration.

CAR INTERNATIONAL FINANCE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 12.565.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui aura lieu le 18 novembre 2002 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2000 et 2001.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

II (04749/696/14)

Le Conseil d'Administration.

BSN FINANCING CO. S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 70.701.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held in Luxembourg, at the registered office of the company on *November 18, 2002* with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the report of the Board of Directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the Balance sheet, Profit and Loss Account, and allocation of these results as per December 31, 2001.
3. Granting of discharge to the Directors and the statutory auditor.
4. Statutory elections.
5. Re-election of the statutory auditor.
6. Miscellaneous.

In order to be adopted, resolutions must be carried by a simple majority of votes irrespective of the number of shares represented at the meeting.

The bondholders are hereby notified of such meeting being held and informed of their right of information and of their right to be present at such meeting in compliance with articles 85 and 73 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Luxembourg, October 28, 2002.

II (04766/263/22)

The Board of Directors.

FondsSelector SMR SICAV, Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxemburg B 76.964.

Die Aktionäre der FondsSelector SMR SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *21. November 2002* um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. Juni 2002 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2002 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keinen Anwesenheitsbedingungen und die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Luxembourg, im Oktober 2002.

II (04768/755/25)

Der Verwaltungsrat.